

Vingt-tième année N°849 - vendredi 24 avril 2026 - 8 DH -  
 Directeur de la publication Abdelilah Chankou  
 le **Canard Libéré**



**Nizar Baraka**  
**Critique à flots, responsabilité à sec** **P5**

Nizar Baraka, leader de l'Istiqlal.

**Dans ce numéro**

Spécial **SIAM**  
 15e édition du Salon International de l'Agriculture du Maroc

Les cahiers du **Canard Libéré**  
 Nutrition animale  
**COMMENT OCP TRANSFORME LA RESSOURCE EN SOUVERAINETÉ**  
 Le stand OCP au SIAM

Agriculture **LE MODÈLE PORTUGAIS**  
 Climat et eau **LE MAROC À L'ÉPREUVE DE SA GOUVERNANCE HYDRIQUE**

" DURABILITÉ DE LA PRODUCTION ANIMALE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE "

**ENTRE FACTURE CLIMATIQUE ET ÉQUATION GÉNÉTIQUE**

**Faouzi et Asmaa Chaabi en campagne avant l'heure à Essaouira**

**LE FESTIN DU DÉFUNT** **P8**



Faouzi Chaabi et sa sœur Asmaa semblent bien s'entendre...

**Casablanca**

**LE PALAIS DES MIRAGES** **P10**

Confus **DE CANARD**

**LE MODÈLE ESPAGNOL** **P2**

**VIANDES ROUGES : DE RECORD EN RECORD...**

Donnez-moi 200 grammes... et un crédit sur 18 mois

À ce prix-là, la vache avait un compte LinkedIn et une mutuelle...

Aujourd'hui, on savoure une photo de steak, soyez reconnaissants à votre très cher gouvernement!

Boudali

**DIALOGUE SOCIAL**

**LE JEU ET LES ENJEUX** **P6**

Aziz Akhannouch, chef du gouvernement.

**Air du temps**

**Mohamed Bensalah en toute assurance** **P14**

Mohamed Hassan Bensalah lors de sa prise de parole forte.



## Confus de **CANARD**



**Abdellah Chankou**  
Directeur de la publication

# LE MODÈLE ESPAGNOL

**S**ur certains sujets sensibles, certains Etats révelent moins ce qui fait leur force que ce qui peut les plomber. La question migratoire en fait partie. Et dans ce domaine, des pays européens offrent aujourd'hui un contraste presque caricatural : d'un côté, l'Espagne, qui adapte ses règles et sa législation à la réalité économique ; de l'autre, la France, qui n'en finit pas de s'enfermer dans des extrémismes identitaires et sécuritaires au nom de la « défense de l'identité française. » En Espagne, la ligne suivie est claire, désarmante de lucidité : régulariser ceux qui travaillent déjà, en partant d'un constat démographique implacable : une société vieillissante et des secteurs essentiels en manque criant de bras. Point de grands discours métaphysiques, ni de mise en scène politique à chaque tentative de réforme. Juste une lecture froide, quasi clinique, des besoins du pays : agriculture, bâtiment, tourisme, services... autant de domaines qui ne fonctionnent ni à la rhétorique ni à l'idéologie, mais à la force du travail.

Pedro Sánchez et son gouvernement l'ont bien compris, qui ont lancé récemment un plan de régularisation d'environ 500 000 à 800 000 migrants sans-papiers, avec l'objectif de les intégrer au marché du travail formel. Un choix que d'aucuns qualifieraient de risqué ou de technique, mais qui est en réalité profondément politique – au sens noble du terme : adapter le droit à la réalité économique, plutôt que contraindre la réalité à entrer dans des postures idéologiques souvent stériles. Résultat : une intégration plus fluide des travailleurs étrangers, une économie dynamique (2,5% de croissance en 2025), un système de protection sociale plus solide, une économie dynamique (2,5% de croissance en 2025) et une cohérence assumée entre le discours et les besoins réels du pays. En face, la France, qui a pris une voie différente, en vérité une impasse, donne parfois l'image d'un pays qui débat de sa propre respiration. Une nation où la question migratoire est trop souvent enfermée dans une grille de lecture saturée de peurs de l'Autre, de suspicion ou de calculs électoralistes à courte vue. À force de durcir le ton, d'empiler des règles complexes et de trans-

former chaque réforme migratoire en bataille identitaire et défi sécuritaire, le débat public – ainsi instrumentalisé à des fins économiquement contre-productives – finit par occulter l'évidence même : sans main-d'œuvre étrangère, une part significative de l'économie française ralentirait mécaniquement. Ce qui est déjà le cas, traversant une période de croissance atone (environ 0,9 % en 2026) ...Hôtellerie, bâtiment, agriculture, soins aux personnes âgées, logistique... la liste des métiers en tension est connue, mille fois identifiée. Pourtant, cette situation alarmante ne semble pas peser suffisamment face aux réflexes politiques et la montée des populismes. Le résultat est paradoxal : un pays qui vieillit, qui a besoin de bras, mais qui peine à se l'avouer pleinement dans ses choix collectifs et ses débats politiques,

lesquels exhalent souvent des relents où se mêlent xénophobie et islamophobie. Une attitude aux antipodes de ce qu'est l'immigration: un fait social durable inscrit dans la mondialisation des échanges et de la mobilité.

Or, la France ne manque ni d'atouts économiques ni de potentiel d'intégration. Elle souffre davantage d'un empilement de fausses représentations politiques qui finissent par rigidifier la décision et obstruer la vision. À force de vouloir tout maîtriser par le jeu du contrôle des frontières et des refoulements, elle risque de perdre de vue l'essentiel, à savoir qu'une politique migratoire digne de ce nom n'est pas un luxe mais un outil de régulation économique et sociale nécessaire, voire vital.

L'Espagne, à l'inverse, ne prétend pas avoir résolu toutes les questions migratoires. Mais elle a tranché sur un point fondamental : une économie ne peut pas être otage de considérations identitaires ou de fantasmes sécuritaires à la française. Ce réalisme, dépouillé de toute surenchère idéologique, lui confère aujourd'hui une agilité que d'autres nations peinent à retrouver, ce qui lui a permis de stimuler sa prospérité et de pérenniser ses acquis sociaux.

Au fond, la question est moins morale que stratégique. Une société vieillissante peut choisir de se replier sur elle-même ou d'organiser lucidement les flux dont elle a besoin pour irriguer son développement. L'Espagne a opté pour la seconde voie. Celle du pragmatisme et de l'avenir. ▀

**En Espagne, la ligne suivie est claire, désarmante de lucidité : régulariser ceux qui travaillent déjà, en partant d'un constat démographique implacable: une société vieillissante et des secteurs essentiels en manque criant de bras.**



## Côté **BASSE-COUR**



### Agriculture

## SAR Le Prince Moulay Rachid inaugure la 18<sup>e</sup> édition du SIAM

# SAR

Le Prince Moulay Rachid a présidé, lundi 20 avril à Meknès, au Mechouar Stinia-Sahrij Souani, la cérémonie d'ouverture de la 18<sup>e</sup> édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), organisée sous le Haut Patronage du Roi Mohammed VI, du 20 au 28 avril. Placée sous le thème « Durabilité de la production animale et souveraineté alimentaire », cette édition confirme la place centrale de l'agriculture dans les priorités nationales. La présence du Prince à cet événement traduit l'attention constante accordée par



**Moulay Rachid lors de la visite d'un stand dédié aux produits du terroir.**

le Souverain au secteur agricole, ainsi que l'engagement du Royaume en faveur des grands défis contemporains, notamment le développement durable, les changements climatiques et la sécurité alimentaire. La cérémonie d'ouverture a été marquée par la remise de signes distinctifs d'origine et de qualité à des représentants du monde agricole, illustrant la valorisation des produits du terroir et des savoir-faire locaux. Ont ainsi été distinguées l'indication géographique « Amandes de Ghassate » et l'appellation d'origine « cumin beldi d'Alnif », ainsi que d'autres produits emblématiques issus de différentes régions du Royaume. Le Prince a ensuite visité plusieurs espaces du Salon, notamment le pôle « Régions », où il a posé pour une photo souvenir avec les présidents des conseils régionaux. Il s'est également rendu dans différents pavillons thématiques, dont ceux dédiés à la production animale, à la sécurité alimentaire et au conseil agricole, ainsi que les espaces du Groupe OCP, des partenaires institutionnels et des exposants internationaux. Installé sur la place Sahrij Souani sur une superficie de 37 hectares, le SIAM 2026 réunit 70 pays participants. Le Portugal, invité d'honneur de cette édition, incarne le dynamisme des relations bilatérales et la qualité de la coopération entre les deux nations. Au fil des éditions, le SIAM s'est imposé comme une plateforme majeure de réflexion et d'innovation, au service d'une agriculture durable et résiliente, pleinement tournée vers les défis de demain. ▶

### Culture

## Rabat hisse le rideau sur son Théâtre Royal



**SAR Les princesses Lalla Khadija, Meryem et Hasnaa avec Brigitte Macron.**

Les Princesses Lalla Khadija, Lalla Meryem et Lalla Hasnaa, accompagnées de la première dame de France Brigitte Macron, ont assisté dans la soirée du mercredi 22 avril à la soirée d'ouverture du Théâtre Royal de Rabat, marquant une étape majeure dans la dynamique culturelle du Royaume impulsée par le Roi Mohammed VI. Érigé au cœur de la vallée du Bouregreg, cet édifice emblématique incarne l'ambition de positionner Rabat parmi les grandes capitales culturelles internationales et de renforcer le rôle du Maroc comme carrefour de dialogue artistique et civilisationnel.

La soirée inaugurale a proposé une programmation 100 % marocaine, illustrant la richesse et la diversité de la scène nationale. Pianiste, chanteuses lyriques, interprètes du patrimoine arabo-andalou et créateurs contemporains ont offert un spectacle mêlant répertoire universel, de Piotr Ilitch Tchaïkovski à Giuseppe Verdi et expressions musicales marocaines.

Moment fort de la soirée, l'union exceptionnelle de l'Orchestre Philharmonique du Maroc et de l'Orchestre Symphonique Royal, dirigés par Dina Bensaïd, a donné lieu à une performance collective réunissant musiciens et choristes dans un élan artistique inédit.

En réunissant artistes, créateurs et personnalités du monde culturel et diplomatique, cette inauguration consacre le Théâtre Royal comme un nouveau phare du paysage culturel marocain, symbole d'un Maroc résolument tourné vers la création, l'ouverture et l'excellence. ▶

### GMT+1 arrive au Parlement

## L'heure tourne, la langue de bois aussi

Interrogée sur l'impact négatif du changement d'heure au Maroc, ce fameux GMT qui cristallise le mécontentement croissant de la majorité de la population, Amal El Fallah Seghrouchni a livré une réponse aussi cadrée qu'un cercueil... et aussi évasive qu'un poisson dans l'Atlantique. La ministre déléguée chargée de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration a ainsi rappelé que ce dossier est « encadré par des dispositions juridiques et réglementaires » — phrase magique qui signifie généralement : « On a prévu le cadre, mais pas la décision. » Elle a pris soin de souligner que le sujet ne relève ni d'une décision sectorielle isolée ni d'une simple mesure ponctuelle. Autrement dit : « Ne cherchez pas un coupable unique, et surtout, n'attendez pas de moi une réponse claire. » S'exprimant lundi 20 avril lors de la séance hebdomadaire des questions orales à la Chambre des représentants, elle a insisté sur la complexité du sujet, évoquant une évaluation fondée sur « plusieurs paramètres » nécessitant une approche « globale et responsable ». Une formule suffisamment large pour englober à peu près toutes les options... sans en trancher aucune. Entre impératifs économiques et attentes citoyennes, le gouvernement semble surtout cher-



**La ministre Amal El Fallah Seghrouchni.**

cher le bon fuseau... politique. Et la ministre, elle, cherche visiblement le bon sens de la tangente. La ministre a néanmoins reconnu que la question touche directement le quotidien des Marocains — familles, écoles, administrations, entreprises — sans pour autant indiquer si des ajustements

concrets étaient à l'étude. À la place, elle a sorti l'artillerie lourde du langage officiel : « démarche participative », « sérieux », « respect des institutions », « intérêt général ». Un registre désormais aussi prévisible qu'un coucher de soleil, où la méthode tient lieu de réponse... et l'absence de décision, de conclusion. Côté mesures, le gouvernement met en avant quelques ajustements déjà connus (et déjà insuffisants) : adaptation des horaires dans la fonction publique, aménagements du temps scolaire selon les territoires, coordination entre départements. Des correctifs techniques qui, s'ils atténuent certains effets, ne répondent pas à la question de fond : faut-il maintenir GMT+1 ou le revoir ? Mais poser la question, c'est déjà risquer d'y répondre. Alors on ne la pose pas.

Au final, derrière une intervention dense en principes creux et en précautions oratoires, le sentiment persiste que l'horloge gouvernementale tourne... mais sans jamais donner l'heure exacte. Une ministre de la Transition numérique qui ne sait pas dire l'heure à ses concitoyens, voilà une belle métaphore. Et la preuve que la langue de bois est la seule boussole de l'exécutif. ▶



## Côté **BASSE-COUR**



Beurgeois  
**GENTLEMAN**

# LES MILLIARDAIRES SYMPAS ÇA EXISTE...

**E**n 1972, durant sa seconde année universitaire, Oprah Winfrey va bénéficier de la politique d'aide des minorités à trouver du travail. Oprah Winfrey qui représente à la fois la minorité des Afro-Américains et celle des femmes va se voir proposé un travail de présentatrice des actualités chez CBS les weekends. Elle est la première femme de Nashville à présenter le journal à la télévision, mais aussi la première personne afro-américaine à le faire. La direction vote contre avec le commentaire suivant : « Certes elle n'est pas mal, les ménagères causeront d'elle pendant leurs courses dans les marchés des villes, mais au-delà de ça, elle n'a aucun avenir ! ». Des années plus tard, ils se mordront les doigts car leur décision fut « une des plus grandes erreurs commises dans le monde de la télévision ». En 1983, la direction l'appelle pour qu'elle vienne travailler à Chicago. Oprah Winfrey met ses hésitations de côté et accepte le job qu'on lui offre à Chicago moyennant un contrat de quatre ans qui la rémunère 2 millions de MAD – dirhams marocains – par an. Elle arrive à Chicago, juste quelques jours avant la fête de Noël. Seule, loin de tous ses amis, elle passe Noël en travaillant comme serveuse bénévole auprès d'un organisme de soupe populaire. Se sentant isolée, loin de ses amis et de sa famille, elle va prendre à bras le corps Chicago et ses millions d'habitants. Oprah Winfrey commence comme animatrice de l'émission AM Chicago, où elle a toute liberté sur le choix de ses invités et des sujets traités. Le ton nouveau fait qu'en un mois le taux d'audience de AM Chicago explose. Le directeur de la station note : « il n'y a pas eu de progression, elle a immédiatement pris le dessus sur la



Oprah Winfrey.

ville ! ». En 1985, Oprah Winfrey commence des discussions avec la direction pour que son émission puisse être diffusée sur l'ensemble du territoire national. Oprah Winfrey touche une commission de 20 % sur les ventes de son show, ainsi elle aurait touché la somme de 700 millions MAD de 1986 à 1988. En 2011, elle quitte Chicago pour s'installer en Californie, où elle achète un terrain de 26 hectares d'une valeur de 500 millions MAD pour y construire une maison de 2 000 mètres carrés. Les gens se demandent qu'est-ce qui fait le succès de son talk-show? Il est évident que cela est dû à la personnalité d'Oprah Winfrey. Plusieurs critiques disent qu'Oprah Winfrey sait de manière instinctive ce qui va se passer avec ses invités avec un style où elle mélange une affabilité naturelle, le sens de l'humour, la sincérité et une empathie, qu'elle combine avec l'attente de ses téléspectateurs qu'elle sait anticiper. En 1987, Oprah Winfrey est la plus jeune récipiendaire « Prix de l'animateur de l'année ». Oprah Winfrey semble être l'enfant chérie des talk-shows télévisés, mais des critiques commencent à émerger notamment venant de quelques téléspectateurs afro-américains qui, cela selon eux, pour toucher la plus grande audience blanche possible, elle utilise les stéréotypes de la « mamie du Sud ». En 1988, un article de People critique les thèmes d'Oprah Winfrey : la prostitution des ménagères, les hommes qui battent leur femme, la polygamie, les personnes qui volent leurs parents, les femmes qui sont allergiques à leurs maris, les tenues sexy, etc. (À suivre)

**Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)**

## Peines alternatives et remises de peine La justice cherche encore le rythme de croisière

**L**e ministre de la Justice, Abdellatif Ouahbi, a dressé lundi 20 avril à Rabat un premier bilan de la mise en œuvre de la loi relative aux peines alternatives, mettant en lumière des avancées tangibles, mais encore inégales. Présentées devant la Chambre des représentants, ces données illustrent une réforme en marche, mais qui peine encore à s'imposer pleinement dans les pratiques judiciaires.

Ainsi, 926 amendes journalières ont été prononcées, représentant 43,6 % de l'ensemble des jugements concernés. En parallèle, 794 décisions ont opté pour des travaux d'intérêt général, tandis que 385 peines ont consisté en des restrictions de droits ou en l'imposition de mesures de contrôle, de soins ou de réinsertion. La surveillance électronique, souvent présentée comme un levier moderne de substitution à l'incarcération, reste marginale avec seulement 18 cas recensés.

Un constat que le ministre lui-même reconnaît : la mise en œuvre des peines alternatives avance « à un rythme lent ». Une étude est d'ailleurs en cours pour identifier les freins — qu'ils soient juridiques, institutionnels ou culturels — qui entravent encore leur généralisation.

Dans un registre complémentaire, Abdellatif Ouahbi est également revenu sur le mécanisme de réduction automatique des peines, introduit dans le cadre



Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice.

de la réforme de la procédure pénale. Ce dispositif prévoit une réduction de cinq jours par mois pour les peines d'un an ou moins, et d'un mois par an

assorti de deux jours par mois lorsque la condamnation dépasse une année. L'une des évolutions notables réside dans l'élargissement du champ des bénéficiaires. Désormais, même les détenus ayant des antécédents judiciaires peuvent prétendre à cette réduction, à condition de démontrer une amélioration de leur comportement, dans la limite de la moitié de la peine et selon les conditions en vigueur. Les premiers effets sont significatifs : près de 88.000 détenus ont bénéficié de ce mécanisme entre le 29 janvier et le 15 mars, entraînant la libération immédiate de 8.947 personnes. Une dynamique qui a contribué à faire reculer la population carcérale, passée d'environ 109.000 à 99.000 détenus.

Au-delà des chiffres, cette réforme s'inscrit dans une logique plus large : désengorger les prisons, tout en instaurant une justice plus incitative, fondée sur la responsabilisation et la réinsertion. En liant directement le comportement du détenu à l'allègement de sa peine, le dispositif entend encourager une discipline active et une adhésion aux programmes de réhabilitation.

Reste désormais à accélérer le déploiement des peines alternatives, pour faire de cette réforme non pas une expérimentation prudente, mais un véritable changement de paradigme dans la politique pénale nationale. (À suivre)



## Le Maigret du CANARD



costume de futur chef de gouvernement. Face à lui, Aziz Akhannouch encaisse les coups... souvent venus de son propre camp. Son parti, le RNI dont il a pris soin de laisser tomber la chefferie devenue comme un fardeau voit sa cote s'effriter au rythme de la flambée des prix et des attentes déçues. Un contexte idéal pour ceux qui rêvent de monter sur scène en sauveurs après avoir discrètement participé à l'acte précédent. Le grand classique est là : le ministre de l'Eau... qui maîtrise à la perfection l'art de ne pas se mouiller. Nizar Baraka navigue ainsi entre deux rives : assez critique pour faire oublier qu'il fait partie de l'équipage, mais suffisamment solidaire pour ne jamais tomber à l'eau ! Un numéro d'hydraulique politique très idtiqlalien où l'on canalise les reproches, on laisse s'évaporer les responsabilités... et on espère que le citoyen-électeur oubliera d'où vient la fuite. À ce jeu, ce n'est plus un parti, c'est une station d'épuration politique : on filtre, on recycle, et on rejette le tout en version "opposition responsable" ou "soutien critique". Avec l'espoir de traverser la tempête sans éclaboussures, du moins jusqu'aux prochaines échéances. Au final, dans cette affaire, tout coule de source : beaucoup de vagues en surface... mais au fond, peu importe : eau trouble ou marécage, tant que ça permet de barboter sans jamais risquer de noyade politique... ▶

**Nizar Baraka**

# CRITIQUE À FLOTS, RESPONSABILITÉ À SEC

AHMED ZOUBAÏR

Lors d'une réunion récente avec les parlementaires de son parti, Nizar Baraka a livré un exercice d'équilibrisme politique digne des plus grands numéros de cirque : tirer à boulets rouges sur... son propre gouvernement, tout en appelant, la main sur le cœur, à préserver l'unité de la majorité. Une critique maison, en somme, garantie 100 % interne.

Le leader de l'Istiqlal n'y est pas allé de main morte : échecs en matière d'emploi, lutte contre la corruption en mode veille prolongée, régulation des prix aux abonnés absents... et une vie chère qui grimpe plus vite qu'un ascenseur sans bouton d'arrêt. Un tableau sombre, presque apocalyptique, à ceci près qu'il est dressé par l'un de ceux censés tenir le pinceau. Dans un rare moment de lucidité politique, le ministre de l'eau a même reconnu que le pouvoir d'achat, surtout celui de la classe moyenne, s'effrite à vue d'œil, malgré quelques pansements budgétaires présentés comme des remèdes miracles. Résultat : des engagements qui sonnent désormais comme des promesses en solde, et des performances gouvernementales jugées... insuffisantes. Derrière le requisitoire plus ou moins poli de Nizar Baraka se dresse évidemment l'horizon de septembre avec ses élections législatives et, surtout, ses promesses de recomposition. Dans ce théâtre politique, chacun répète déjà son rôle, et certains dont il fait partie soignent déjà leur

**Chic**  
optique

**L'OPTICIEN QUI  
SUBLIME VOTRE  
REGARD**

**DES PRIX TENDRES À VOUS  
CHATOUILLER LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER  
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angie Moulay Driss 1er et rue L'ysier - Casablanca • Tél : 05 22 82 90 21 • Fax : 05 22 82 89 33 • www.chicoptique.ma



## Le Maigret du CANARD



### DIALOGUE SOCIAL

# LE JEU ET LES ENJEUX

**Alors que la vie chère qui a battu tous les records étrangle la population, la session du dialogue social d'avril organisé par l'exécutif a tourné à un exercice d'autosatisfaction gouvernemental.**



**Aziz Akhannouch, chef du gouvernement.**

#### JAMIL MANAR

Le gouvernement a tenu, le vendredi 17 avril 2026, une nouvelle réunion consacrée au dialogue social, sous la présidence du chef du gouvernement Aziz Akhannouch, en présence des centrales syndicales les plus représentatives, de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) et de la Confédération marocaine de l'agriculture et du développe-

ment rural (COMADER). Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre de l'institutionnalisation du dialogue social, érigé en pilier de la gouvernance publique à travers la charte nationale dédiée. Selon l'exécutif, le bilan est globalement positif, estimant que les différentes sessions ont permis de consolider les acquis engrangés depuis le début du mandat, grâce à une implication accrue des partenaires sociaux dans la mise en œuvre des accords conclus. Le gouvernement met

en avant une série de mesures censées avoir amélioré les revenus, soutenu le pouvoir d'achat et élargi la protection sociale. Dans le secteur public, une augmentation générale de 1.000 DH nets mensuels a été déployée en deux tranches au profit des fonctionnaires des administrations, des collectivités territoriales et des établissements publics. À cela s'ajoutent la revalorisation des allocations familiales, l'amélioration des perspectives de promotion et le relèvement du salaire mi-

nimum. Coût annuel de l'opération : plus de 14,8 milliards de DH.

#### **Revenu**

Des enveloppes conséquentes ont également été mobilisées à l'échelle sectorielle : plus de 18,47 milliards de DH pour l'Éducation nationale, environ 4 milliards pour la Santé et 2 milliards pour l'Enseignement supérieur. Résultat : un salaire moyen net dans le public passé de 8.237 DH en 2021 à 10.600 en 2025, soit une progression de près de 29 %. Le salaire minimum net y a, lui, grimpé de 3.258 à 4.500 DH. Au total, la facture globale des mesures en faveur du secteur public, incluant la révision de l'impôt sur le revenu, atteindra 48,3 milliards de DH en 2026, avant de frôler les 50 milliards en 2027. Dans le secteur privé, le Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) a été relevé de 20 % dans les activités non agricoles, passant de 2.828,71 DH avant 2021 à 3.422,72 DH depuis janvier 2026. Le Salaire minimum agricole garanti (SMAG) a, lui, progressé de 25 %, atteignant 2.533,44 DH depuis avril 2026. Par ailleurs, l'abaissement du seuil d'accès à la pension de



## Le Maigret du CANARD



vieillesse à 1.320 jours de cotisation – contre 3.240 auparavant – constitue l'une des mesures sociales mises en avant, avec effet rétroactif. Ceux qui n'atteignent pas ce seuil peuvent récupérer leurs cotisations, une disposition présentée comme un filet de sécurité. La révision de l'impôt sur le revenu, pour un coût dépassant 7,6 milliards de DH, a permis un gain mensuel moyen de plus de 400 DH pour les salariés. Une réforme plus ambitieuse de l'IR reste toutefois en discussion, signe que le chantier fiscal est loin d'être clos.

Sur le plan des engagements, le gouvernement promet de poursuivre la mise en œuvre des accords et d'accélérer les concertations sur les dossiers encore en suspens, notamment les statuts particuliers de plusieurs corps

professionnels. La réforme du Code du travail est également sur la table, avec une mesure symbolique : la réduction de la durée quotidienne de travail des agents de gardiennage de 12 à 8 heures à l'horizon 2027. Quant à la réforme des retraites, elle avance à pas mesurés. Une commission nationale planche sur une vision d'ensemble, tandis qu'un diagnostic technique des régimes existants est en cours. La question sensible des pensions inférieures au seuil minimal devrait, elle aussi, alimenter les débats à venir. Enfin, une nouvelle structure dédiée à la formation professionnelle continue dans le secteur privé devrait voir le jour, avec l'ambition affichée d'en améliorer la gouvernance et l'efficacité. ▶

### 1er Mai : le pouvoir d'achat, l'urgence absolue

À l'approche de la fête du travail, le décalage entre les annonces officielles et le ressenti des ménages devient difficile à ignorer. Certes, les salaires ont progressé sur le papier, et le SMIG comme le SMAG ont été revalorisés. Mais dans les faits, ces hausses ont été largement absorbées pour ne pas dire neutralisées par la flambée des prix, en particulier ceux de l'alimentaire.

Viandes rouges, légumes, produits de base : la facture quotidienne s'est alourdie à un rythme tel que les gains salariaux paraissent dérisoires. Le SMIG revalorisé reste, pour beaucoup, un minimum... insuffisant. Quant aux classes moyennes, longtemps considérées comme le socle de la stabilité sociale, elles voient leur pouvoir d'achat s'éroder dangereusement.

Le constat est de plus en plus partagé : travailler ne garantit plus de couvrir dignement ses besoins essentiels. Entre inflation persistante et revenus sous pression, le 1er Mai risque cette année de résonner moins comme une célébration des acquis sociaux que comme un rappel brutal de leur fragilité. ▶

**DANS LE SPORT,  
ON NE PERD JAMAIS  
ON GAGNE  
OU ON APPREND**

**MDJS**  
LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS  
FAIRE GAGNER LE SPORT



## Le Maigret du CANARD



***Faouzi et Asmaa Chaabi en campagne avant l'heure à Essaouira***

# LE FESTIN DU DÉFUNT

**Les deux héritiers du milliardaire décédé n'ont pas hésité à utiliser son nom et sa mémoire pour espérer s'imposer dans le fief paternel...**

**A**u Maroc, royaume des rites bien tenus et des traditions soigneusement observées, il est d'usage de marquer le quarantième jour du défunt. C'est le tempo. C'est la règle. Sauf, bien entendu, quand la voie électorale exige d'accélérer la cadence : dans ce cas, la tradition se plie, et la mémoire s'adapte au calendrier des urnes.

Démonstration grandeur nature avec le banquet organisé le 18 avril par Asmaa Chaabi, fille du regretté Miloud Chaabi. Non pas pour le quarantième jour - trop banal - mais pour le dixième anniversaire de sa disparition! Une commémoration très opportune, parfaitement synchronisée avec l'approche des législatives. Le souvenir, ici, a le sens du timing. Sous les dehors d'une « walima » pieuse, l'opération ressemble surtout à une mise en bouche électoraliste. Objectif : retrouver un siège parlementaire à Essaouira. Après avoir mordu la poussière lors des législatives de 2021, la tentative de retour se fait par la voie la plus directe: celle du nom paternel, recyclé en capital politique. Quand on manque de voix, on emprunte celles des ancêtres. Le décor ? Une tente caïdale fatiguée, plantée devant la demeure familiale du douar Chaâba, commune de Mzilate. Le menu ? Participatif. Chaque famille est priée d'apporter son couscous à la viande pour honorer la mémoire du patriarche.

Une innovation culinaire et budgétaire: la commémoration en mode crowdfunding rural. Les mauvaises langues parleraient d'économie de traiteur ; les optimistes, d'élan collectif. Question de point de vue... ou de portefeuille. Car la générosité, chez les Chaabi, relève davantage du concept que de la pratique. La réputation familiale en la matière tient presque du patrimoine immatériel. Les anecdotes abondent, dont certaines auraient leur place dans une anthologie de la parcimonie. Les proches de la famille Chaâbi en connaissent d'ailleurs un rayon sur le sujet : ils pourraient écrire une encyclopédie des mille et une radineries de feu Miloud. La plus édifiante ? Sa propre sœur a longtemps vécu dans un bidonville à Kénitra, sous une tôle ondulée, alors que le milliardaire



**Faouzi Chaabi et sa sœur Asmaa semblent bien s'entendre...**

daire était... comment dire... un grand promoteur immobilier. Oui, l'homme qui bâtissait des appartements pour les autres à Essaouira, Casablanca et Mohammedia n'a pas daigné offrir un toit décent à sa propre sœur.

### Un puits ? Quelle mesquinerie !

Mais ce n'est pas tout. Les Chaabi, paraît-il, ont une autre spécialité : prendre ce qui ne leur appartient pas. La preuve est fournie par la fameuse source naturelle d'Immouzer Kandar, asséchée depuis quelques années, jadis joyau touristique qui attirait des visiteurs nationaux et étrangers. En cause, l'unité d'embouteillage d'eau minérale « Al Karama », propriété du groupe Chaabi. L'eau y est pompée non stop, puis mise en bouteille et commercialisée sous le nom « Ain Soltane » Quant au douar natal, il a attendu longtemps pour obtenir un puits. Très longtemps. Car figurez-vous que les habitants ont eu l'imprudence de solliciter Asmaa Chaabi sur ce sujet. Réponse de la digne héritière du milliardaire, avec cette élégance qu'on lui connaît: « Tant qu'à demander, pourquoi ne pas demander

une piscine olympique ! » La formule est magnifique.

Elle résume à elle seule l'art de rire au nez des siens quand il s'agit de sortir le carnet de chèques. Un puits? Quelle mesquinerie ! Une piscine olympique, oui. Sauf que la piscine, elle n'est jamais venue. Le puits non plus d'ailleurs. Ce sont finalement des enfants du patelin, partis tenter leur chance à Casablanca, qui ont eux-mêmes financé le forage du puits. Une belle leçon de dignité populaire face à l'arrogance des « bienfaiteurs » du cru.

Comme une bonne partie de leurs semblables dans les campagnes marocaines, les braves villageois des Chiadmas vivent pauvrement, éprouvés par des années de sécheresse – sécheresse elle-même aggravée par... la sécheresse. Car chez nous, quand la pluie manque, elle manque deux fois, histoire d'être bien sûre de ne pas arranger les choses. Dans ce décor de carton-pâte où le moindre nuage est accueilli comme un cousin d'Amérique, ces gens-là n'ont déjà pas grand-chose. Pas d'eau, pas de récoltes, pas de trésorerie. Juste la dignité, deux bras et, accessoirement, une soif chronique. C'est donc tout naturellement – c'est du moins ce que doit se dire la candidate PAM des Chiadmas

– que l'on va leur demander, en plus de leur propre survie, de jouer les traiteurs bénévoles pour son banquet politique. Ce sont les pauvres qui sont priés de mettre la main à la poche – ou plutôt à la marmite – pour offrir du couscous à l'héritière. On aurait pu craindre une sottise de plus, comme une souscription locale pour financer sa campagne électorale.

Une cagnotte « Soutenez Asmaa, elle a tant donné ». On imagine la formule: « Pour seulement 50 dirhams, offrez à notre candidate l'espoir d'un siège à Essaouira. Les pauvres des Chiadmas vous remercient. » Heureusement, on n'en est pas encore là. Pour l'instant, on se contente de leur demander de cuisiner pour sa tambouille électorale.

La meilleure, pourtant, reste à venir. Elle a ce petit supplément d'âme qui transforme l'anecdote en légende familiale. Figurez-vous que la candidate, dans un élan de générosité dont elle seule a le secret, a promis il ya quelques années à sa propre tante de lui acheter un appartement à Kénitra, sa ville natale. Un vrai logement, avec des murs, un toit et, espérons-le, un robinet qui coule encore.

Promesse solennelle, main sur le cœur, regards émus. Sauf que la promesse, comme tant d'autres dans cette famille, est restée lettre morte. Ou plutôt chèque non signé. Les mois ont passé. La tante attendait, le regard plein d'espoir.

Devant l'impatience croissante de sa tante, la digne fille de papa Chaabi a trouvé une parade élégante : inviter la tante à patienter encore un peu, le temps qu'un « bienfaiteur » passe par là. Un bienfaiteur. Comme si la fortune familiale ne suffisait pas. On attend encore le bienfaiteur. Il doit être bloqué à la frontière de l'irréel ! Faire le bien, apparemment, ne fait pas partie du lexique de cette famille pas comme les autres. Ont-ils à ce point peur de s'appauvrir? Pourtant, on s'enrichit d'autres choses dans la vie. De la satisfaction morale, par exemple, en donnant ne serait-ce qu'un petit chouïa de sa richesse. Cela n'a jamais ruiné personne. Cela aurait même pu, accessoirement, honorer un peu mieux la mémoire du patriarche qu'une tente et des sourires



## Le Maigret du CANARD



hypocrites. Un puits, ce n'est pas la mer à boire. Une chambre décente pour la sœur, ce n'est pas un palace. S'interdire de pomper la source de pauvres villageois jusqu'à la dernière goutte est un réflexe qui doit couler de source. Mais aux yeux des Chaabi, le moindre geste semble relever de l'hémorragie financière.

### Les langues se délient

Autre bizarrerie de ce drôle de rassemblement : la quasi-absence de la famille. La veuve Chaabi ? Absente. Les frères Faical, Omar et Mohcine ? Aux abonnés absents, eux aussi. Seul Faouzi Chaabi, parlementaire sortant PAM de Kénitra, a daigné répondre à l'invitation de sa sœur. Une simple coïncidence familiale ou le signe d'une alliance politique en préparation ? Ceux qui ne sont pas venus ont certainement flairé une tambouille basement électoraliste sous couvert d'un hommage à la mémoire du père. D'ailleurs, les langues se délient dans les chaumières d'Essaouira.

On murmure, à voix basse mais avec un sourire en coin, que Asmaa Chaabi serait en train de préparer le terrain... non pas pour elle, mais pour son frère Faouzi. Objectif: Essaouira, fief familial où leur père a longtemps régné en maître des urnes. Sans forcément y



Le gouverneur d'Essaouira lors de son arrivée dans le patelin de Chaabi.



Procession de couscous préparés par les villageois...

être populaire, les habitants lui ayant reproché de n'avoir rien apporté à la ville...

Ancien président de l'arrondissement de Souissi, ex-député à Rabat puis à Kénitra, Faouzi lorgnerait désormais vers les alizés électoraux d'Essaouira pour tenter un come-back aux airs de retour aux sources.

Reste à savoir si le "fils" saura séduire les électeurs et surtout s'il réussira à remettre la main sur un siège qui n'a pas conservé un parfum de dynastie... Et pour couronner le tout, quelle était la personnalité la plus remarquable et la plus remarquable de ce joyeux festin? Le gouverneur d'Essaouira, voyons ! Le représentant de l'État, digne et solennel, assistant à une cérémonie que tout le monde – sauf lui peut-être – a identifiée comme une opération électoraliste déguisée.

Quelle séquence magnifique ! Elle résume à elle seule une certaine créativité politique de cette femme : quand la tradition n'est pas accommodante, on la réinvente. Quand une élection approche, on ressuscite les morts.

Quand il s'agit de creuser un puits, on répond par une piscine olympique. Se noyer dans la mesquinerie sans même demander une bouée. Quand il s'agit de faire manger les convives, on fait appel à la générosité... des autres : les pauvres gens de la riche héritière du feu milliardaire ! De quoi laisser sans voix !

## De Rome à Málaga, l'ascension fulgurante d'une Marocaine sur le circuit HYROX



Le Hyrox, une discipline qui requiert force mentale et endurance physique.

Sur les pistes indoor du HYROX Malaga 2026, Hanane Taïbi, une jeune Marocaine de Casablanca, a fait plus que participer : elle a imposé un rythme, une trajectoire, une promesse. Dimanche 19 avril, au cœur d'une discipline réputée impitoyable, elle s'est hissée à la 3<sup>e</sup> place de sa catégorie avec un chrono de 1 h 14 min 10 s, confirmant que rien n'est laissé au hasard dans sa progression. Cette performance n'est pas un coup d'éclat isolé. Elle est le fruit d'un cheminement méthodique, presque chirurgical. En septembre 2025, lors du HYROX Rome, elle terminait 8<sup>e</sup> en 1 h 22 min 17 s, découvrant encore les exigences extrêmes de la compétition. Deux mois plus

tard, à Bordeaux, elle grignotait quelques minutes avec un temps de 1 h 18 min 26 s. Et aujourd'hui, à Malaga, elle franchit un nouveau palier, grimant sur le podium avec plus de huit minutes gagnées en quelques mois. De Rome à Bordeaux, puis de Bordeaux à Malaga, l'amélioration est donc continue, à la fois en termes de chrono et de classement. Une montée en puissance de notre athlète qui illustre une préparation maîtrisée et une adaptation progressive aux exigences du HYROX, discipline réputée pour sa dureté où la constance et la gestion de l'effort sont déterminantes. Dans une discipline où chaque atelier arrache un peu plus d'énergie, du sled push aux burpees, du rameur aux fentes lestées, progresser ainsi relève d'un grand travail de fond, d'une rigueur mentale et d'une intelligence de course rarement visibles mais toujours décisives. Ici, pas de miracle : seulement de la constance, de l'ajustement, et cette capacité à transformer la fatigue en levier de performance. Hanane Taïbi fait partie des rares Marocaines à s'aligner sur les compétitions HYROX, un circuit encore très peu investi à l'échelle nationale. Sa prouesse est le fruit d'une discipline exigeante, aussi bien dans les entraînements que dans l'alimentation, deux piliers décisifs dans sa progression remarquable. « Cette troisième place à Malaga est pour moi une immense fierté, mais surtout une étape dans un parcours que je construis avec patience, confie la championne. Le podium me donne encore plus de motivation pour continuer à avancer, aller chercher la première place... et porter haut les couleurs du Maroc. »

### Récolte céréalière

## Un performance qui redonne espoir

Portée par des précipitations abondantes et bien réparties sur l'ensemble des régions agricoles, la campagne céréalière au Maroc amorce un net redressement. La superficie emblavée a ainsi atteint près de 3,9 millions d'hectares, traduisant un retour de la confiance



Un nouvel élan pour le secteur agricole.

chez les agriculteurs après plusieurs saisons marquées par l'incertitude. Dans ce contexte favorable, la production céréalière nationale devrait avoisiner les 90 millions de quintaux, selon les annonces du ministre à l'ouverture d'une conférence internationale organisée en marge de la 18<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agriculture au Maroc (SIAM) qui se tient à Meknès du 20 au 28 avril. Au-delà des chiffres, c'est tout un climat – au sens propre comme au figuré – qui s'améliore. Après des années de sécheresse sévère ayant fortement pesé sur les rendements, les revenus agricoles et l'approvisionnement du marché, le retour des pluies marque un tournant. L'amélioration de la situation hydrique, tant au niveau des sols que des barrages, ravive les perspectives de reprise et insufflé un nouvel élan à l'ensemble du secteur agricole. Cette embellie, si elle se confirme, pourrait non seulement stabiliser les marchés et soulager les filières en amont et en aval, mais aussi contribuer à renforcer la sécurité alimentaire du pays. Elle rappelle, en creux, combien l'agriculture marocaine reste étroitement dépendante des aléas climatiques, et souligne l'urgence de poursuivre les efforts d'adaptation et de résilience face à la variabilité croissante des précipitations.



## Le Maigret **du CANARD**



# Casablanca LE PALAIS DES MIRAGES



La foire de Casablanca en attendant un hypothétique palais des congrès et des expositions...

**À Casablanca, l'unanimité tient lieu de discipline olympique où tout le monde décroche la médaille d'or: patrons, notables, élus, administrations. Tous sur la même ligne, aussi ferme qu'inopérante. Il faut un Palais des congrès et des expositions. Absolument. Tout de suite. Mais ...**

### SALIHA TOUMI

Ça structurera, dit-on, ça rayonnera. Le seul petit problème ? On en parle depuis si longtemps que le projet flotte désormais entre la légende urbaine et la blague de comptoir. Comment expliquer que la capitale économique du royaume – vitrine du Maroc qui conquiert l'Afrique – continue à vivre sans palais des congrès à la hauteur de ses ambi-

tions assumées ? Pendant que des villes autrement moins dotées bouclent leurs propres équipements MICE, Casablanca, elle, ne manque pas de réunions. Surtout celles qui servent à préparer d'autres réunions...

### Effets d'annonce

Les chiffres, eux, donnent le tournis ou le fou rire. Un milliard de dirhams dans une version, quatre dans la suivante. PPP, tour de table équilibré, investisseurs étrangers déjà sur les rangs : sur le papier, tout est nickel. Reste que le papier n'a jamais coulé une seule dalle. L'État et les collectivités locales ne seront pas de simples bailleurs, nous jure-t-on, mais des actionnaires éclairés. Façon élégante de dire que tout le monde veut être de l'aventure ... Sans jamais sauter le pas. Pendant ce temps, le projet navigue entre études, arbitrages fonciers au point mort et effets d'annonce, tel un paquebot amaré à quai faute de commandant. Quant à l'emplacement définitif, il reste, lui aussi, définitivement à déterminer.

Au départ, on parlait de Bouskoura. Trois cent cinquante hectares de promesses emballées dans du papier cadeau. Le projet a depuis rejoint le cimetière discret des grandes illusions, enterré sans fleurs ni couronnes. Place nette pour la révélation suivante : cap sur Nouaceur. Quatre cents hectares cette fois, une « ville dans la ville » – palais des congrès, agropole,

المغرب  
تتلاقوا في بلادنا  
ntla9awfbladna.ma

WOW  
طبيعة بلادنا  
تبرعنا

أوكايمدن  
جهة مراكش - أسفي

المكتب  
الوطني  
المغربي  
للسياحة



## Le Maigret du CANARD



université, hôtels, commerces modernes : le grand ménage à trois entre l'utopie, le luxe et l'ennui. Validé depuis deux ans, dit-on. Deux ans déjà. Et toujours ce silence étrange qui entoure curieusement ce projet structurant censé avancer. Rituel oblige, on a donc sorti la « solution transitoire » : transformer la Foire internationale. En attendant mieux. Casablanca excelle dans l'attentisme érigé en politique publique. Le besoin, lui, reste là, criant, inchangé. La locomotive économique du pays continue d'abriter quelques événements dans des hôtels, pendant que son palais des congrès voyage de terrain en terrain sans jamais poser la première pierre.

Ici, valider un projet n'est pas un début d'exécution. C'est le point de départ d'un long sommeil administratif, une hibernation ponctuée d'études complémentaires et de réajustements. Jusqu'à ce qu'un nouveau site, encore plus ambitieux, vienne opportunément remplacer le précédent. Certaines sources qui connaissent les dessous des briques chuchotent une tout autre musique. Derrière les attermolements techniques et les arbitrages interminables se cacheraient une réalité moins avouable : des appétits fonciers bien aiguisés. Les prédateurs habituels, ceux qui savent que chaque année de flottement fait grimper la valeur du terrain, que chaque changement de site ouvre une nouvelle fenêtre de tir. Pendant que les dossiers s'empilent, quelques-uns se frottent les mains en attendant que le futur palais passe suffisamment près de leurs emprises pour justifier une petite plus-value arrangée entre amis. L'intérêt général ? Une notion charmante qui n'est célébrée que dans les discours.

Cerise supplémentaire sur ce gâteau de ce blocage organisé : ce dernier fait les affaires de Marrakech.

Pendant que Casablanca piétine, la cité ocre, elle, ne piétine pas. Elle continue à rafler les gros événements, les incantatives des multinationales,

les grands salons, les congrès internationaux, les conférences à rallonge. Les mêmes organisateurs qui, dans un monde rationnel, devraient atterrir à Casablanca continuent de remplir les palaces de l'avenue Mohamed VI sans même jeter un regard en direction de la capitale économique. Marrakech n'a rien demandé, elle récolte.

Cerise satirique sur le gâteau : Casablanca attire déjà des investisseurs étrangers (Émiratis, Espagnols, Allemands...) tous séduits par un projet... virtuel. Ce palais des congrès est devenu le symbole parfait d'une certaine gouvernance : bavarde sur les ambitions, muette sur l'exécution, prodigue en projections, avare en réalisations. Une maquette grandeur nature de ce que Casablanca pourrait être... si elle cessait de remettre à demain ce qu'elle promet depuis hier. Cet enlisement est d'autant plus incompréhensible que le palais des congrès qui tourne à l'Arlésienne est censé s'inscrire Une échéance qui représente pour le pays plus qu'un horizon calendaire. C'est un point de bascule, un levier majeur que les pouvoirs publics comptent utiliser comme levier pour changer d'échelle.

L'organisation de la Coupe du monde de football 2030 aux côtés de Espagne et du Portugal dépasse donc largement le cadre sportif : elle agit comme un catalyseur, un accélérateur et, surtout, un test grandeur nature. C'est un cap, parce qu'il impose une discipline collective. Infrastructures, transports, hôtellerie, urbanisme, services publics : tout doit converger vers un même objectif, dans un calendrier contraint. Nous sommes en 2026, à quatre ans de cette date importante, mais toujours pas de chantier pour notre palais des congrès, pas de grue, pas de pelleuse, pas même une première pierre à offrir aux caméras pour le JT immuable de 20h30 du grand Laarachi. ▀

### Tomate à prix d'or

## De la serre à la galère



Des prix qui interpellent...

Face à la flambée du prix de la tomate, les professionnels du secteur ont trouvé la formule magique : on ajuste, on réoriente, on « soulage »... bref, on fait tout sauf dire clairement ce qui se passe. Officiellement, pas d'interdiction d'exporter. Officieusement, on freine un peu la sortie... histoire de ne pas trop fâcher ni les marchés étrangers ni les consommateurs locaux. Un numéro d'équilibriste digne d'un grand cirque agricole. Du côté de l'Association des producteurs et exportateurs de fruits et légumes et de la Fédération interprofessionnelle marocaine de production et d'exportation des fruits et légumes, on parle pudiquement « d'ajustements temporaires ».

Traduction : on bricole dans l'urgence pour calmer un marché en surchauffe, sans jamais prononcer le mot qui fâche : la pénurie. Dans les faits, certaines exportations ont bel et bien été mises sur pause, notamment vers certains marchés africains ou sur des produits transformés. Mais rassurez-vous : tout cela reste très « ponctuel ». Le genre de ponctualité qui dure tant que les prix s'envolent. Et pour expliquer cette envolée, autour de 14 DH le kilo dans le commerce, la liste est longue, presque trop belle pour être fautive : caprices du climat, maladies, ravageurs... La redoutée Tuta absoluta s'invite à la fête, accompagnée du mildiou et de la pourriture grise. Ajoutez quelques intempéries, et vous obtenez la tempête parfaite... dans les assiettes.

Mais le plus savoureux (sans mauvais jeu de mot), c'est ce grand écart entre production et prix. À Inezgane, le kilo de tomate se négocie autour de 3,5 dirhams au marché de gros... alors qu'il coûterait plus de 5,5 dirhams à produire ! Entre les deux ? Une mystérieuse jungle d'intermédiaires, où les marges semblent pousser plus vite que les tomates elles-mêmes. Résultat : tout le monde se renvoie la balle — ou plutôt la tomate. Les producteurs dénoncent, les distributeurs se défendent, et le consommateur, lui, paie. Toujours. Face à ce désordre bien organisé, les appels à des « réformes structurelles » fleurissent : moins d'intermédiaires, plus de régulation, un encadrement des marges... Bref, des solutions connues, répétées, recyclées — et soigneusement repoussées à plus tard.

En attendant, la tomate continue son ascension. Et dans ce grand feuilleton agricole, une chose est sûre : ce n'est pas demain qu'elle redescendra de son piédestal... ni de son prix. ▀



## Le Maigret du CANARD



# Soudan Une guerre largement oubliée, aux conséquences humaines et géopolitiques graves

HICHAM KASRAOUI

Plus de deux ans après le déclenchement du conflit armé au Soudan, la situation sur le terrain continue de se dégrader dans une relative indifférence internationale. Alors même que cette crise figure aujourd'hui parmi les plus graves au monde sur le plan humanitaire, elle peine à mobiliser durablement l'attention des grandes puissances et de l'opinion publique mondiale.

Cette invisibilisation progressive contraste fortement avec l'ampleur des souffrances humaines et les risques géopolitiques qu'elle fait peser bien au-delà des frontières soudanaises.

Depuis avril 2023, les affrontements entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces de soutien rapide (RSF) ont plongé le pays dans une spirale de violence incontrôlée. Les combats ont particulièrement ravagé Khartoum et les grandes villes, provoquant l'effondrement des services publics, du système de santé et des réseaux d'approvisionnement. Les civils se retrouvent pris au piège d'une guerre de position, sans refuge sûr, exposés aux bombardements, aux exactions ciblées et à une insécurité alimentaire aiguë.



Hicham Kasraoui \*

Sur le plan humanitaire, l'effondrement est d'une ampleur sans précédent. La guerre au Soudan est désormais qualifiée par les Nations unies de « pire crise sanitaire et humanitaire au monde ».

Selon le HCR, 15 millions de personnes ont été forcées de fuir leurs foyers, et près de 14 millions restent déplacées, dont 9,3 millions de déplacés internes et 4,9 millions de réfugiés. Les besoins humanitaires atteignent des niveaux historiques : en 2026, 33,7 millions de personnes, soit environ deux tiers de



**Au-delà de l'insécurité alimentaire, la guerre détruit les fondements mêmes de la vie civile.**

la population totale du pays, auront besoin d'assistance. Dans de vastes régions, les infrastructures critiques se sont effondrées, limitant l'accès à l'eau potable, aux soins et aux abris, tandis que la famine est désormais confirmée dans plusieurs zones. La crise est simultanée et multidimensionnelle : violences sexuelles généralisées, exploitation accrue et traumatismes durables. Les enfants en paient le prix le plus élevé, avec au moins 245 enfants tués ou mutilés durant les 90 premiers jours de 2026, soit une augmentation de 50 % par rapport à la même période en 2025.

Au-delà de l'insécurité alimentaire, la guerre détruit les fondements mêmes de la vie civile. Le système de santé est quasi à l'arrêt : 70 à 75 % des hôpitaux dans les zones touchées par le conflit sont aujourd'hui non fonctionnels. Les attaques contre les établissements de santé, le déplacement du personnel médical et la rupture des chaînes d'approvisionnement entraînent une surmortalité de maladies pourtant traitables. La violence sexuelle et sexiste s'est installée comme une composante structurelle du conflit : le nombre de

personnes nécessitant un soutien lié à ces violences a quadruplé depuis le début de la guerre, et les abus visant les femmes et les filles sont de plus en plus décrits comme une tactique de guerre délibérée.

### Massacres de masse

L'éducation est tout aussi sinistrée : la crise scolaire met en péril une génération entière. À Tawila, district accueillant 652 079 déplacés internes en septembre 2025, on ne recensait que 11 espaces d'apprentissage temporaires, illustrant la quasi-disparition de l'accès à l'enseignement pour des dizaines de milliers d'enfants. La vie quotidienne des civils dans le Darfour-Nord donne une image saisissante de cette violence. El Fasher, capitale de l'État, a subi un siège de 18 mois avant de tomber aux mains des Forces de soutien rapide (RSF) en octobre 2025. Durant ce siège, plus de 1 350 civils ont été tués selon les Nations unies. Des massacres de masse ont été documentés, y compris par des analyses satellitaires, et fin octobre 2025, un massacre signalé

dans un hôpital aurait fait 460 morts. L'impact démographique est spectaculaire : entre mars et septembre 2025, la population d'El Fasher aurait chuté de 75 %, passant de 698 865 à 177 739 personnes. La majorité a fui vers Tawila, devenu l'un des plus grands sites de déplacement au monde. En septembre 2025, 652 079 déplacés internes y étaient recensés, représentant 7 % de l'ensemble des déplacés internes du Soudan et 37 % de ceux du Darfour-Nord, avec un triplement de la population déplacée en six mois. La majorité sont des femmes (70 %), des enfants et des personnes handicapées, concentrés dans des conditions de survie extrêmement précaires.

Sur le plan politique et territorial, le pays est déjà fragmenté de facto. De nombreux experts estiment que le Soudan se trouve dans une situation de partition fonctionnelle, la RSF ayant établi un gouvernement parallèle dans l'ouest. Plusieurs analystes étudient aujourd'hui des scénarios « plausibles » d'une nouvelle division du Soudan. Toutefois, la comparaison avec le Soudan du Sud trouve rapidement ses limites. Contrairement à ce précédent,



## Le Maigret du CANARD



Le Soudan actuel est marqué par une fragmentation multi-acteurs : au-delà du face-à-face RSF-SAF, une constellation de mouvements armés, de milices communautaires et de forces locales opère selon des logiques souvent opportunistes. Aucun consensus politique clair n'existe en faveur d'une partition formelle, et l'Union africaine a explicitement rejeté toute reconnaissance d'un Soudan fragmenté, appelant les États africains à refuser toute légitimation d'un pouvoir parallèle. Au niveau régional, l'instabilité soudanaise constitue un facteur majeur de déstabilisation. Le conflit a des répercussions directes sur les pays voisins – Tchad, Libye, Égypte, Éthiopie, Soudan du Sud – déjà fragilisés par leurs propres crises internes. La circulation d'armes, les flux de réfugiés et l'activation de réseaux transfrontaliers renforcent les risques de contagion sécuritaire. Dans le bassin de la mer Rouge, zone stratégique pour le commerce mondial et la sécurité énergétique, l'enlisement du conflit soudanais accroît les incertitudes dans un contexte international déjà marqué par de fortes tensions géopolitiques.

Pourtant, une sortie de crise reste envisageable à condition de rompre avec les réponses fragmentées du passé et d'adopter une feuille de route crédible et coordonnée, articulée autour de trois axes complémentaires.

Premier axe : étendre l'embargo sur les armes à l'ensemble du territoire soudanais et renforcer drastiquement les mécanismes de surveillance.

À ce stade, l'embargo des Nations unies sur les armes ne s'applique qu'au Darfour. Il est non seulement insuffisant, mais aussi mal mis en œuvre et fréquemment violé. Le Conseil de sécurité devrait étendre ce régime à tout le Soudan, en couvrant le plus large éventail possible d'armes et de matériels militaires. Une telle décision n'aurait de sens que si elle s'accompagne de moyens renforcés : capacités de surveillance accrues, mécanismes de vérification robustes et ressources adéquates pour prévenir les transferts internationaux et le détournement illicite d'armes. Réduire les flux d'armement est une condition indispensable pour freiner l'intensité des combats et protéger les civils.

Deuxième axe : des sanctions ciblées sur les belligérants et une pression diplomatique coordonnée sur les soutiens externes. Les sanctions récentes du Trésor américain contre Mohamed Hamdan Dagalo (dit Hemedti) et plusieurs de ses sociétés de portefeuille, constituent un pas important pour saper les flux financiers et logistiques alimentant le conflit. Elles demeurent toutefois insuffisantes sans une approche multilatérale plus large. Une pression diplomatique et économique coordonnée sur les principaux mécènes externes des belligérants est essentielle. À cet égard, le rapprochement entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis imposé par la troisième guerre du Golfe pourrait être mobilisé comme un levier stratégique en faveur d'une désescalade et d'une trêve crédible.

Troisième axe : lancer un processus politique inclusif dirigé par l'Union africaine, avec une participation civile significative. Toute trêve durable devra s'inscrire dans un processus politique intra-soudanais. Celui-ci pourrait être facilité conjointement par l'Union africaine et les Nations unies. Un cadre africain crédible, soutenu par une meilleure coordination régionale et un rôle renforcé de l'IGAD, offrirait de meilleures perspectives de stabilité. Des signaux encourageants existent : entre le 19 et le 21 février 2025, des groupes politiques civils soudanais se sont réunis au siège de l'Union africaine, démontrant que des espaces de dialogue civil peuvent être recréés malgré la guerre.

Le conflit soudanais n'est ni périphérique ni insoluble. Il constitue un test majeur pour la capacité de la communauté internationale à agir face à une crise prolongée, aux coûts humains immenses et aux implications géopolitiques lourdes. Laisser le Soudan sombrer dans l'oubli serait une faute stratégique autant qu'un échec moral. ▶

\* Chercheur associé à l'Institut Marocain d'Intelligence Stratégique (IMIS)

### Olympique de Safi- USM d'Alger

## Le chaos organisé

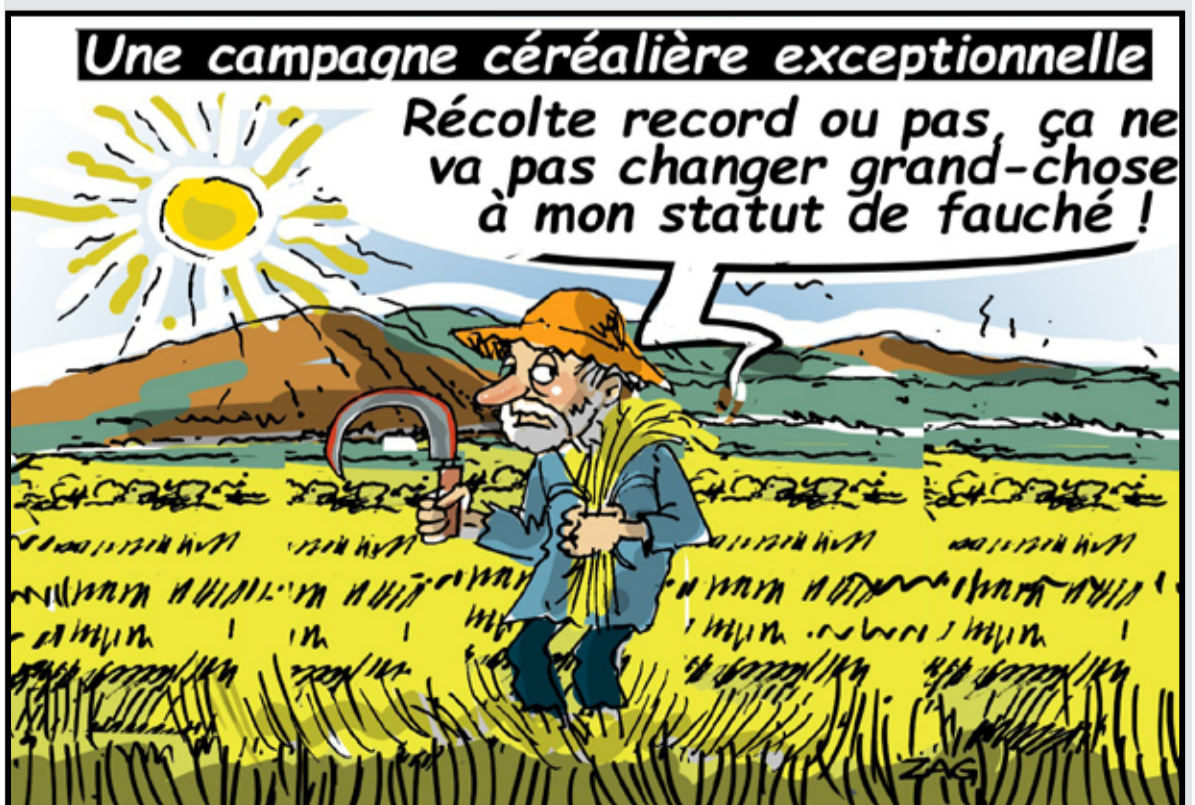


Des supporters algériens se livrant à des actes de violence...

Il y a les dérapages ponctuels, et puis il y a ceux qui, à force de se répéter, finissent par composer une fâcheuse routine. Devinez dans quelle catégorie ranger ce qui s'est passé au Stade El Massira de Safi, dimanche 19 avril, avant la demi-finale retour de la Coupe de la CAF entre l'Olympique de Safi et l'USM Alger ?

À quelques minutes du coup d'envoi, la soirée bascule dans le grand n'importe quoi : des supporters algériens incontrôlables, certainement en service commandé, envahissent la pelouse, multiplient les provocations et les jets de projectiles et de sièges. Résultat : des blessés, un immense saccage et un coup d'envoi retardé d'1h20, le temps de faire semblant de rétablir l'ordre. Mais ce qui frappe, c'est l'impression d'un scénario savamment ficelé. Pas juste un débordement spontané, non : une vraie petite stratégie de déstabilisation. Et pour couronner le tout, les visiteurs ont mis un temps inhabituel à revenir sur le terrain une fois le calme revenu.

Comme par hasard. Ce n'est pas un cas isolé. EUSM Alger a déjà une réputation qui dépasse largement le cadre du sport. En 2024, le club avait refusé de jouer contre la RS Berkane... parce que le maillot marocain arborait la carte complète du Royaume! Forfait, polémique continentale. Deux ans plus tard, mêmes ingrédients, même recette : un club marocain en face, et le foot relégué au rang de simple figurant. Et comme souvent, ce sont les images de casse qui circulent plus vite que celles des actions sur le terrain. Ce hooliganisme très suspect, provoqué par de pseudo-supporters, rappelle d'ailleurs la finale de la CAN 2025 à Rabat, quand des supporters sénégalais avaient eux aussi envahi la pelouse après un penalty accordé au Maroc. Jets de projectiles, blessés, dégâts matériels : la totale. Et quelques jours plus tôt, après l'élimination de l'Algérie par le Nigeria, même séquence. Décidément, certains ne savent gagner qu'en versant dans la provocation et la violence... ▶





## Le Maigret du CANARD



Mohamed Bensalah, une vision humaine du secteur des assurances.

### Air du temps

# MOHAMED BENSALAH EN TOUTE ASSURANCE

**Au Rendez-vous de Casablanca de l'Assurance, Mohamed Hassan Bensalah a défendu une vision où l'humain reste au cœur du métier, à rebours d'une automatisation radicale incarnée ailleurs par Moulay Hafid Elalamy et Teleperformance. Entre efficacité technologique et lien de confiance, le secteur joue bien plus que sa transformation : son âme.**

#### AHMED ZOUBAÏR

La 12<sup>e</sup> édition du Rendez-vous de Casablanca de l'Assurance, tenue les 15 et 16 avril 2026, n'a pas seulement enchaîné panels et déclarations convenues. Elle a surtout donné lieu à quelques prises de parole qui claquent comme des mises en garde. Dès l'ouverture, Mohamed Hassan Bensalah a posé le décor sans détour : le secteur est emporté dans un tourbillon technologique où intelligence artificielle, data et automatisation redessinent les métiers à une vitesse vertigineuse. Mais, a-t-il rappelé, l'assurance n'est pas une simple équation d'efficacité, elle demeure, avant tout, un métier de confiance.

Une entrée en matière presque apaisante aux antipodes d'une autre vision du futur. Celle de Moulay Hafid Elalamy, aux commandes de Teleperformance, où la relation client s'écrit déjà au futur antérieur : celui où l'humain aura été progressivement remercié

pour services rendus. Car chez Elalamy, le téléopérateur idéal ne prend pas de pauses, ni café-ni pipi, ne revendique pas d'amélioration salariale et surtout ne fait pas grève. Il parle toutes les langues, ne confond jamais un dossier, et, chance inespérée, ne répond jamais à côté. Bref, un salarié idéal... à ceci près qu'il n'est plus vraiment salarié, ni même vraiment humain.

Le contraste avec l'approche adoptée par Bensalah est saisissant. D'un côté, une industrie, l'assurance, qui touche à l'intime, à la vulnérabilité, à l'imprévisible, et qui revendique encore une part irréductible d'humanité. De l'autre, un modèle où la relation client devient un flux à optimiser, une variable à lisser, presque un irritant à automatiser.

Ces deux visions renvoient à des styles de management diamétralement opposés : Mohamed Hassan Bensalah crédité d'une fibre sociale forte et d'une proximité non feinte avec ses équipes, tandis que Moulay Hafid Elalamy incarne davantage une approche axée sur la performance et les résultats, où les indicateurs et les chiffres occupent une place centrale dans la prise de déci-

sion. Poussée à l'extrême, cette logique a quelque chose de délicieusement ironique. À force de vouloir supprimer toute friction humaine pour diverses

considérations, on finit par produire des interactions parfaitement fluides... et parfaitement vides. Le client parle, la machine répond, tout est rapide, efficace et étrangement désincarné. Une conversation sans aspérités, comme un café sans caféine : techniquement réussi, émotionnellement discutable.

Pendant ce temps, Bensalah rappelle une évidence que même les algorithmes les plus sophistiqués peinent à intégrer : la confiance ne se télécharge pas. Elle se construit dans la durée, dans la nuance, parfois même dans l'imperfection. Un silence bien placé, une hésitation sincère, une voix qui comprend, autant de micro-signaux que la technologie imite, mais ne vit pas.

Le débat dépasse largement les centres d'appel ou les contrats d'assurance. Il interroge au fond le modèle économique et social que le Maroc souhaite embrasser. Faut-il courir derrière une efficacité absolue, quitte à transformer des milliers d'emplois en lignes de code? Ou préserver une économie où la technologie augmente l'humain sans le remplacer? Derrière la promesse d'automatisation massive se cache une réalité plus dure : celle d'un continent où des millions de citoyens restent encore en marge des systèmes assurantiels et financiers. L'enjeu n'est donc pas seulement de répondre plus vite, mais d'élargir l'accès, de construire de la confiance, de cultiver des relations fortes et durables.

Dans la démarche de l'un et de l'autre, deux visions du futur se dessinent. L'une croit encore que l'humain est une richesse à cultiver. L'autre semble convaincue qu'il est un coût à réduire. Et au milieu, une question presque absurde, donc essentielle :

dans le monde qui vient, préférera-t-on parler à quelqu'un qui nous comprend... ou à quelque chose qui nous répond parfaitement? ▀





# Le MIGRATEUR



## Prolongation du cessez-le-feu

# Trêve armée au Moyen-Orient

**Dans une nouvelle séquence diplomatique à géométrie variable, Donald Trump a décidé de prolonger unilatéralement le cessez-le-feu en Iran, sans fixer de nouveau calendrier ni perspective claire de sortie de crise.**



Donald Trump de plus en plus désemparé...

**LAILA LAMRANI**

Une décision présentée comme une phase d'attente stratégique, dans un contexte régional toujours hautement inflammable.

Selon la position américaine, Washington attend désormais que les différentes composantes du pouvoir iranien (militaires, sécuritaires et politiques) parviennent à une « proposition unifiée ». Une formulation qui renvoie à la difficulté persistante de lec-

ture du système décisionnel iranien et à l'absence de canal de négociation stabilisé.

Mais derrière cette pause apparente, la région reste sous pression. Le détroit d'Ormuz, artère stratégique par laquelle transite une part importante du pétrole mondial, demeure perturbé. À cela s'ajoute la situation des ports iraniens, dont les activités sont entravées par le blocus américain. Résultat immédiat : les mar-

chés de l'énergie restent sous tension. Les prix du pétrole et du gaz évoluent à la hausse, alimentés par la crainte d'une interruption durable des flux énergétiques dans le Golfe. Chaque incident, chaque rumeur de blocage, suffit à provoquer des fluctuations sensibles sur les marchés internationaux.

Dans ce contexte, la situation ressemble de plus en plus à un équilibre instable :

ni guerre ouverte, ni retour à la normale. Une forme de conflit gelé où la mer d'Ormuz devient un levier stratégique majeur, et où les infrastructures portuaires iraniennes se transforment en variables géopolitiques à haute intensité.

Sur le plan militaire, certains observateurs continuent d'évoquer les contraintes logistiques pesant sur les États-Unis, notamment en matière de munitions de précision et de systèmes de frappe longue portée comme les missiles Tomahawk. Sans remettre en cause la puissance militaire américaine, ces tensions alimentent un débat sur la capacité de projection soutenue dans un environnement multipolaire et fragmenté.

Au final, cette séquence illustre une réalité désormais structurante : la guerre ne se joue plus seulement sur le terrain militaire, mais aussi sur les routes de l'énergie, les ports stratégiques et les équilibres économiques mondiaux. Une suspension des hostilités, donc, mais sous haute tension, où chaque décision, chaque blocage et chaque mouvement maritime pèse directement sur l'économie mondiale. ▀

## Renversement d'une statue de Jésus au Liban

# L'armée d'occupation tombe de haut

**LAILA LAMRANI**

Le cliché, largement relayé sur les réseaux sociaux le lundi 20 avril, a provoqué une vive émotion. On y voit un soldat, masse à la main, s'acharner sur une statue de Jésus crucifié, déjà renversée. L'image, à la fois brutale et symboliquement lourde, a rapidement suscité indignation et réactions officielles. Dans la foulée, l'armée d'occupation israélienne a confirmé qu'il s'agissait bien d'un de ses soldats, déployé dans le sud du Liban, et a annoncé l'ouverture immédiate d'une enquête.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Moins de 24 heures après l'éclatement de la polémique, Forces de défense israéliennes (Tsahal) a sanctionné deux militaires impliqués : l'un pour avoir détruit la statue, l'autre pour avoir filmé la scène. Tous deux ont été

condamnés à 30 jours de prison et écartés de leurs fonctions de combat. L'armée sioniste a également précisé que six autres soldats, restés passifs, seraient convoqués, tandis qu'un rappel strict des protocoles relatifs au respect des lieux et symboles religieux a été diffusé.

Officiellement, le message se veut clair : ce type de comportement constitue une entorse grave aux valeurs de l'institution et sera traité « avec la plus grande sévérité ». Une diligence et une fermeté qui tranchent par leur rapidité et leur visibilité. Mais cette réactivité soulève, en creux, une question plus dérangeante. Car si la chaîne de commandement sait se montrer réactive et ferme lorsqu'il s'agit d'une grave atteinte à un symbole religieux, elle reste bien plus souvent passive dans le traitement d'affaires autrement plus graves impliquant les massacres de milliers de civils palestiniens — y compris des journalistes. Dans ces cas,



Un soldat israélien saccageant la statue de Jésus Christ...

les enquêtes ne sont pas diligentées, les responsabilités se diluent et les sanctions des coupables ne tombent jamais...

Ce parallèle alimente un sentiment de « fermeté à géométrie variable », où la visibilité médiatique et la nature symbolique des faits semblent peser davan-

tage que la gravité humaine de massacrer du Palestinien ou du Libanais. Le terrorisme d'Etat pratiqué par la bande à Netanyahu relève dans le lexique des criminels de « légitime défense ». Mais depuis quand le bourreau a le droit de défendre contre la victime ? ▀

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4

Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : [contact@lecanardlibere.com](mailto:contact@lecanardlibere.com)

Site web : [www.lecanardlibere.com](http://www.lecanardlibere.com)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou  
[a.chankou@lecanardlibere.com](mailto:a.chankou@lecanardlibere.com)

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Rachid Ouahbi,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,

Laila Lamrani Amine

CORRESPONDANT EN FRANCE

ET EN EUROPE

Samir Berhil

[s.berhil@lecanardlibere.com](mailto:s.berhil@lecanardlibere.com)

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416





# Et BATATI ET BATATA



## Bizarre



### Le nouveau Batman

Aussi incroyable que cela puisse paraître, Nay-Huot est un non-voyant capable d'éviter les obstacles sans canne blanche. Comment ? En « voyant avec ses oreilles », c'est-à-dire en ayant recours à l'écholocation, une capacité à « envoyer des sons et à écouter leur écho pour localiser les éléments d'un environnement ». C'est ce que font, par exemple, les chauves-souris ou certains cétacés...

Cette perception des obstacles et du monde qui l'entoure n'est donc possible que grâce aux sons qu'il entend. « Si on me fermait les oreilles, si je devais faire le même chemin avec les oreilles fermées, je tâtonnerais », confirme Nay-Huot. « Je n'irais pas droit, je serais comme un mec qui est bourré, rigole-t-il. Du coup, quand il y a beaucoup de bruit, ça parasite quand même ».

Puisque Nay-Huot est non-voyant, il n'utilise pas directement son cortex visuel, c'est-à-dire la zone de son cerveau qui gère les informations visuelles. Mais son cortex visuel s'est directement « connecté » à son cortex auditif (qui gère les sons). C'est de cette façon qu'il peut « voir avec ses oreilles », ce qui n'est possible que parce que le cerveau est « plastique », qu'il sait parfois s'adapter à des changements d'environnement.

### Messi a paradé avec un faux trophée !

L'histoire est complètement folle, incroyable. Celle-ci a mis en scène Lionel Messi et la fameuse photo de lui soulevant la Coupe du monde dans le stade de Lusail, au Qatar. Un cliché qui est devenu, avec ses plus de 75 millions de clics, le plus liké de l'histoire du réseau social Instagram. Générant, au passage, plus de deux millions de commentaires.

Sauf que le capitaine argentin, sans le savoir, portait un faux trophée sur cette photo. En fait, il avait récupéré une réplique plus vraie que nature, méticuleusement fabriquée par un couple de supporters venu de Buenos Aires, Paula et Manuel. À la fin du match, ces derniers sont parvenus à remettre leur totem - fait de résine et de quartz avec une peinture en or - aux joueurs pendant leur tour d'honneur. La fausse coupe a ainsi tourné de mains en mains pendant une heure... jusqu'à Lionel Messi.

### Mécontent, fonce dans un hôtel avec sa voiture

Un client mécontent a foncé en voiture dans un hôtel de Shanghai mardi 11 janvier, semant le chaos dans le hall mais sans faire de blessés, après une dispute avec des employés à propos de son ordinateur disparu.

Plusieurs vidéos publiées sur les réseaux sociaux ont montré la scène : une décapotable blanche fracassant les portes du Central Hotel de Shanghai avant de reculer et de débouler dans le hall d'entrée.

« Il est devenu fou ! », peut-on entendre dire des clients médusés, pendant que le véhicule détruit tout sur son passage.

La voiture a achevé sa course dans l'encadrement d'une autre porte de sortie, tous feux de détresse allumés.

« As-tu seulement idée de ce que tu viens de faire ? », ont crié des spectateurs de la scène, alors que d'autres tentaient de faire sortir le chauffard de son automobile.

Selon la police, ce dernier est un certain Chen, âgé de 28 ans. Il se serait disputé avec des employés de l'hôtel après la disparition de son ordinateur portable durant son séjour.

Le personnel de l'établissement a affirmé à l'AFP que l'appareil avait été volé, puis retrouvé à l'extérieur de l'hôtel.

Aucun blessé n'est à déplorer, a indiqué la police sur le réseau social Weibo, ajoutant que le conducteur avait été arrêté en attendant une enquête.



## Rigolard



**\*Qu'est-ce** qui peut faire le tour du monde en restant dans son coin ?  
Réponse : Un timbre-poste.

**\*Toto part** à la guerre. Sa maman lui dit :  
- Si on te demande comment tu t'appelles, tu réponds Toto, si on te demande ton âge, tu réponds 8 ans, et tu répondras toujours « Oui mon colonel !  
Deux heures plus tard..

Le colonel demande à Toto :

- Quel est ton âge ?
- Toto
- Comment tu t'appelles ?
- 8 ans
- Tu te fous de ma gueule ?
- Oui mon colonel.

**\*C'est Toto** qui suit le cours de mathématiques. Le professeur demande aux élèves :

- Veuillez sortir vos équerres, je vous prie !  
Le pauvre Toto se met à pleurer à chaudes larmes. Le professeur lui demande :

- Qu'est-ce qu'il y a Toto ?
- J'ai perdu mes équerres.
- Ce n'est pas grave, pourquoi pleures-tu ?
- Mon père va me faire une de ces crises lorsque je lui dirai.
- Pourquoi est-ce qu'il crierait après toi ? Ce ne sont que des équerres.
- Vous ne pouvez pas savoir l'engueulade qu'il y a passée à ma sœur lorsqu'elle lui a appris qu'elle n'avait plus ses règles !

**\*Une fille dit à Toto :**

- Dis, on se mariera quand on sera grand Toto ?

- Avec toi ? Tu rigoles, c'est impossible !

La fille répond :

- Tu me trouves moche ?
- Non, c'est pas ça, mais chez nous, on se

marie qu'en famille: mon père avec ma mère, mon oncle avec ma tante, mamie avec papy...

**\*Une jeune fille** très belle et vêtue de façon assez provocante entre dans une salle d'examen pour passer l'oral du baccalauréat.

L'examineur semble ému. Il bégaye un peu en lui proposant un sujet et la fille lui répond avec force œillades et trémoussements :

- Je sais pas, j'ai pas appris ma leçon...
- Le professeur, un peu gêné, lui demande :  
- Je vous propose un autre sujet, ou un rendez-vous ?  
- Oh ! Monsieur je préférerais un rendez-vous (en rougissant quand même un petit peu)  
- Très bien ...

Alors, à l'année prochaine...

**\*Pour son anniversaire**, un homme offre un téléphone mobile à sa femme blonde.

Pendant plusieurs heures, il tente vainement d'en expliquer le fonctionnement à son épouse.

Découragé, il demande finalement à sa femme de mettre le téléphone dans son sac à main et d'aller se promener.

Il lui recommande :

- Dès que ça sonne, tu appuies sur le petit bouton vert.

La blonde va donc faire des courses et, au moment où elle arrive à l'épicerie, le téléphone se met à sonner.

Immédiatement, elle presse le bouton vert.

Le mari s'exclame alors à l'autre bout de la ligne.

- Félicitations chérie, tu as réussi à répondre. Tu vois, ce n'est pas si compliqué.

Et la blonde, fière d'elle même : - Oui c'est facile. Mais comment tu as fait pour savoir que j'étais à l'épicerie ?

## A VENDRE

Local à vendre bien situé

**Superficie**  
**250 m<sup>2</sup>**

77 BD Ghandi  
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

## LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni  
Contactez-nous au 0661177444





# Un devoir, une fierté nationale et l'acquisition d'expériences professionnelles



Inscriptions ouvertes jusqu'au 30 avril,  
pour les jeunes de 19 à 25 ans



[www.tajnid.ma](http://www.tajnid.ma)

18e édition du  
Salon International  
de L'Agriculture  
au Maroc

# Spécial SIAM



## Les cahiers du Canard Libéré

Edition spéciale

Directeur de la publication Abdellah Chankou

Nutrition animale

**COMMENT OCP  
TRANSFORME  
LA RESSOURCE EN  
SOUVERAINETÉ**



Le stand OCP au SIAM.

Agriculture

**LE MODÈLE  
PORTUGAIS**



Climat et eau

**LE MAROC À L'ÉPREUVE  
DE SA GOUVERNANCE  
HYDRIQUE**



**" DURABILITÉ DE LA PRODUCTION ANIMALE  
ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE "**

**ENTRE FACTURE  
CLIMATIQUE ET ÉQUATION  
GÉNÉTIQUE**



EDITO

Par Jamil  
Manar

# Réinventer l'élevage national

**L**a 18e édition du SIAM qui se tient à Meknès du 20 au 28 avril 2026 a choisi comme thème la “durabilité de la production animale et souveraineté alimentaire”.

L'élevage, pilier des économies rurales et source essentielle de protéines, se retrouve aujourd'hui au cœur d'une équation complexe : produire davantage, mais avec moins de ressources. La question de la production animale nationale a cessé d'être une simple préoccupation agricole pour s'imposer comme un enjeu éminemment stratégique. Derrière chaque flambée des prix de la viande, chaque tension sur l'approvisionnement en lait ou chaque épisode de sécheresse prolongée affleure une interrogation fondamentale : le Royaume peut-il encore garantir sa souveraineté alimentaire face à des ressources naturelles de plus en plus contraintes et des marchés internationaux toujours plus instables ?

Pendant longtemps, le modèle d'élevage marocain a reposé sur un équilibre certes fragile, mais fonctionnel : des systèmes extensifs épousant les rythmes de la nature, une dépendance assumée aux aléas climatiques, et un recours ponctuel aux importations pour ajuster l'offre à la demande. Cet équilibre est aujourd'hui rompu. Le changement climatique, avec son cortège de sécheresses répétées et de vagues de chaleur destructrices, a profondément altéré les capacités de production fourragère et animale. Le cheptel s'érode, les coûts de production explosent, et les cycles de reconstitution des troupeaux s'allongent, plongeant les éleveurs dans une incertitude chronique.

*La souveraineté alimentaire ne se décrète pas dans l'émotion d'une crise. Elle se construit patiemment, à travers des choix structurants et assumés.*

Dans ce contexte de vulnérabilité croissante, la durabilité de la production animale s'impose comme un impératif catégorique. Non pas au sens d'un simple verdissement des pratiques agricoles, souvent décorrélé des réalités économiques, mais comme une refondation en profondeur du modèle lui-même. Produire durablement, au Maroc, signifie désormais produire avec moins d'eau, moins d'intrants énergétiques et céréaliers, mais avec davantage d'intelligence agronomique, de résilience écologique et de vision stratégique. C'est aussi sortir d'une logique purement quantitative pour privilégier la qualité des produits, l'efficacité des chaînes de valeur et l'adaptation fine aux spécificités des territoires.

Le premier défi est celui des ressources naturelles, au premier rang desquelles l'eau. Celle-ci devient le facteur limitant majeur de toute ambition de souveraineté. Or, près de 80 % des ressources hydriques du pays sont encore mobilisées par l'agriculture, dont une part significative est dédiée à l'alimentation animale (fourrages irrigués, céréales). La question n'est donc plus de savoir comment produire davantage, mais comment produire autrement. Cela implique de repenser radicalement les systèmes fourragers : encourager les cultures résilientes et peu gourmandes en eau (orge, sorgho, légumineuses), valoriser durablement les parcours naturels et pastoraux, et généraliser les techniques d'économie d'eau (irrigation localisée, recharge des nappes, mo-

bilisation des eaux non conventionnelles). Le deuxième défi est génétique. Le modèle dominant, fondé sur des races importées à haut potentiel productif (vaches laitières, ovins à viande), montre ses limites dans un environnement de plus en plus aride et thermiquement contraignant. À l'inverse, les races locales, longtemps marginalisées par les politiques de modernisation, offrent des atouts précieux : résistance aux maladies, adaptation à la disette hydrique et fourragère, capacité à valoriser des parcours pauvres. Investir dans la sélection génétique, les croisements raisonnés, la conservation des ressources zoogénétiques et la recherche appliquée n'est plus une option : c'est une nécessité stratégique pour garantir un élevage résilient.

Le troisième défi est à la fois économique et social. L'élevage marocain est avant tout une activité humaine, portée par des centaines de milliers de petits et moyens éleveurs, souvent dans les zones les plus fragiles du pays. Or, ces acteurs sont les plus exposés aux chocs climatiques, à la raréfaction des parcours et à la volatilité des prix des intrants et des produits. Sans accompagnement technique, sans accès équitable au financement, à la formation, à l'assurance agricole et à l'innovation, la transition vers un modèle durable restera hors de portée. La souveraineté alimentaire ne peut se construire sans une véritable souveraineté des producteurs, c'est-à-dire sans leur donner les moyens de décider, d'investir et de vivre dignement de leur métier.

Face à ces défis systémiques, les réformes à engager sont profondes et interconnectées. Elles appellent d'abord une meilleure gouvernance des filières animales. Aujourd'hui encore, la chaîne de valeur des viandes rouges reste fragmentée, opaque et dominée par une multiplicité d'intermédiaires, ce qui prive les éleveurs d'une juste rémunération et les consommateurs de prix raisonnables et stables. Structurer les filières, renforcer les organisations professionnelles, instaurer une véritable interprofession, améliorer la régulation des marchés et la transparence des prix sont des conditions indispensables pour rétablir un équilibre vertueux entre production nationale et consommation. Ensuite, l'innovation technologique et organisationnelle doit devenir un levier central de la transformation. L'élevage de précision, les capteurs connectés, les plateformes digitales de conseil et de traçabilité, l'optimisation des rations alimentaires à partir de ressources locales, la valorisation des coproduits agricoles : autant de pistes concrètes pour améliorer la productivité tout en réduisant l'empreinte environnementale. Mais ces outils ne seront efficaces que s'ils sont rendus accessibles, adaptés aux réalités locales et accompagnés par des politiques publiques cohérentes, stables et dotées de moyens suffisants.

Enfin, une vision de long terme s'impose, au-delà des cycles électoraux et des urgences conjoncturelles. La souveraineté alimentaire ne se décrète pas dans l'émotion d'une crise. Elle se construit patiemment, à travers des choix structurants et assumés : quels produits animaux convient-il de privilégier (viande rouge, lait, volaille, œufs) ? quel niveau d'autosuffisance réaliste viser pour chacun d'eux ? quelle articulation optimale entre production nationale, importations sécurisées et stocks stratégiques ? Autant de questions qui nécessitent des arbitrages clairs, débattus démocratiquement, et inscrits dans une stratégie nationale de long terme.

Au fond, le Maroc se trouve à un tournant décisif. Poursuivre la gestion au coup par coup des crises — sécheresses, flambées des prix, mortalité du cheptel — ou engager une transformation systémique et résiliente de son modèle de production animale. Le choix est déterminant pour l'avenir du pays. Car dans un monde marqué par l'incertitude climatique croissante, la dégradation des écosystèmes et la volatilité des marchés agricoles mondiaux, la véritable richesse d'une nation ne réside plus seulement dans sa capacité à produire en quantité, mais dans celle à produire durablement, localement et avec une empreinte écologique soutenable. Et c'est bien là, désormais, que se joue la souveraineté alimentaire du Royaume : dans sa capacité à réinventer un élevage marocain résilient, sobre en ressources, équitable pour les producteurs, et porteur de sécurité pour l'ensemble des citoyens. ●

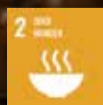


# BRINGING PHOSPHORUS TO LIFE

DU SOL À L'ÉLEVAGE, NOURRIR DURABLEMENT LA VIE



18<sup>ÈME</sup> ÉDITION  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE AU MAROC  
DU 20 AU 28 AVRIL 2026 – MEKNÈS



Université  
Mohammed VI  
Polytechnique

**“ Durabilité de la production animale  
et souveraineté alimentaire ”**

# ENTRE FACTURE CLIMATIQUE ET ÉQUATION GÉNÉTIQUE

**La flambée des prix des viandes rouges au Maroc dépasse le simple effet inflationniste. Elle révèle les fragilités d'un modèle d'élevage sous pression climatique, déséquilibré par les marchés et en quête de renouveau. Entre décapitalisation du cheptel, tensions sur l'offre et limites des systèmes productifs, une piste s'impose avec force : celle de la génétique animale.**

## **Salih Toumi**

**L**a flambée des prix des viandes rouges n'est pas un simple épisode inflationniste. Elle révèle une transformation profonde d'un secteur pris en étau entre dérèglement climatique, limites structurelles de production et mutations des marchés. Au Maroc, cette tension met en lumière un enjeu stratégique encore sous-estimé : celui de la génétique animale comme levier de résilience.

## **Une filière sous stress climatique**

L'élevage marocain repose en grande partie sur des systèmes extensifs, fortement dépendants des aléas climatiques. La succession d'années de sécheresse a provoqué une raréfaction des parcours naturels, une hausse vertigineuse du coût des aliments de bétail et une baisse significative du cheptel national. Dans certaines régions, les éleveurs ont été contraints de vendre pré-

maturément leurs animaux, entraînant ainsi une décapitalisation du cheptel. Ce phénomène fragilise durablement la capacité de production future.

Dans ce dossier vital, le cli-

mat agit comme un multiplicateur de vulnérabilités : moins de pluie, c'est moins de fourrage, donc des coûts plus élevés et une productivité en baisse.

## **Des prix sous tension : des causes bien réelles**

La cherté des viandes rouges s'explique par une combinaison de facteurs objectifs, souvent imbriqués : Renchérissement des intrants (aliments composés, énergie, transport), réduction de l'offre liée à la contraction du cheptel, pression de la demande, notamment urbaine et dépendance partielle aux importations pour certains intrants. À cela s'ajoute un effet moins visible mais déterminant : la désorganisation des cycles de production. Un élevage fragilisé met plusieurs années à reconstituer ses effectifs, ce qui prolonge la tension sur les prix. Résultat : la viande rouge, longtemps accessible à une large partie de la population, tend à devenir un produit de plus en plus onéreux, rompant avec l'idée de prix raisonnables et abordables.

## **Génétique animale : un levier encore sous-exploité**

Face à ces contraintes, la génétique apparaît comme un levier stratégique majeur. L'amélioration génétique

visé plusieurs objectifs clés : résistance à la chaleur et au stress hydrique, meilleure efficacité alimentaire (produire plus avec moins), adaptation aux maladies émergentes et optimisation des performances de reproduction.

Certaines races locales, longtemps délaissées au profit de races importées plus productives, présentent en réalité une meilleure résilience aux conditions climatiques arides. Leur valorisation, via des programmes de sélection et de croisement, constitue une piste sérieuse à explorer. À l'inverse, le modèle fondé sur des races à haut rendement mais exigeantes en eau et en alimentation montre aujourd'hui ses limites.

Le développement d'une filière d'élevage résiliente passe nécessairement par un renforcement de la recherche appliquée.

Des institutions comme l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) jouent un rôle clé dans la sélection de lignées adaptées, l'étude des performances en conditions de stress climatique et le développement de biotechnologies reproductives.

Cependant, ces efforts restent insuffisamment connectés aux réalités du terrain. Le transfert de technologie



**L'élevage marocain repose en grande partie sur des systèmes extensifs, fortement dépendants des aléas climatiques.**

vers les éleveurs demeure un maillon faible, limitant l'impact des avancées scientifiques.

## Marché des viandes rouges : entre régulation et déséquilibres

Le marché national des viandes rouges souffre également de déséquilibres structurels : une chaîne de valeur fragmentée, un poids important des intermédiaires et un manque de transparence sur la formation des prix.

Dans ce contexte, même lorsque les coûts à la production se stabilisent, les prix à la consommation restent élevés.

Les politiques publiques oscillent entre soutien aux éleveurs (subventions, aides alimentaires) et tentatives de régulation des prix. Mais ces

mesures, souvent conjoncturelles, peinent à traiter les causes profondes.

## Vers un nouveau modèle d'élevage

La conjonction des défis climatiques, économiques et alimentaires impose une refonte du modèle d'élevage.

## Plusieurs pistes se dessinent :

Réorienter la production vers des systèmes plus économes en ressources, investir massivement dans la génétique adaptée au climat local, structurer davantage les filières pour réduire les marges excessives, développer des alternatives alimentaires accessibles pour alléger la pression sur la viande rouge. L'enjeu est double : garantir la sécurité alimen-



## La succession d'années de sécheresse a provoqué une raréfaction des parcours naturels.

taire tout en préservant le pouvoir d'achat.

## Produire moins, mais mieux et à quel prix?

Le Maroc fait face à une équation délicate : comment

maintenir une production de viande rouge suffisante dans un contexte de rareté croissante des ressources ? La réponse ne pourra être uniquement quantitative. Elle passera par une montée en gamme génétique, une meilleure gouvernance des

filières et une adaptation lucide aux contraintes climatiques. Car au fond, la question n'est pas seulement agricole. Elle est profondément sociale : jusqu'à quel point la viande rouge restera-t-elle un produit du quotidien... et non un luxe? ●

# MEDZ

GROUPE CDG

ACCÉLÉRATEUR  
DE PROGRÈS

# 4

agropoles au service  
de vos investissements  
agro-industriels



SIAM  
SALON INTERNATIONAL DE  
L'AGRICULTURE AU MAROC

## Des lots de terrains industriels et tertiaires prêts à accueillir votre projet

Explorez de nouvelles opportunités d'implantations en visitant notre stand !  
Pôle Institutionnel SIAM

+212 537 576 678

AGROPOLIS

MEDZEST  
Agropole de service

AGROPOLE  
SOUSS MASSA

AGROPOLE  
DU LOUKKOS



in /COMPANY/MEDZ

f /MEDZMOROCCO

X /MEDZMOROCCO

✉ SHOWROOM@MEDZ.MA

WWW.MEDZ.MA

**SIAM 2026**

# Maroc Telecom laboure le futur et connecte les champs au progrès agricole



**Le groupe poursuit son engagement en faveur de l'innovation.**

**A**près des participations remarquables aux précédentes éditions du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), Maroc Telecom confirme, lors de l'édition actuelle une ambition forte : faire de l'innovation technologique un levier concret de transformation pour l'agriculture nationale.

Partenaire fidèle du SIAM, le leader national des telecoms, n'accompagne pas seulement le mouvement : il l'accélère. À travers ses solutions Agritech de nouvelle génération, Maroc Telecom met la puissance du numérique au service des agriculteurs, avec une promesse essentielle : produire mieux, consommer moins de ressources et anticiper les défis. Au cœur de cette dynamique, des technologies combinant Internet des objets, intelligence artificielle et analyse de données permettent désormais une agriculture pilotée en temps réel. Les exploitants peuvent suivre leurs cultures avec précision, adapter l'irrigation,

optimiser leur consommation énergétique et anticiper les risques climatiques ou sanitaires. Résultat : des rendements améliorés, des coûts maîtrisés et une activité agricole plus résiliente face aux aléas. Cette transformation prend aussi une dimension très concrète avec le lancement du Pack Fellah, une offre pensée pour réduire la fracture numérique en milieu rural. En rendant les outils digitaux accessibles, smartphone et connectivité adaptés, Maroc Telecom ouvre la voie à une adoption plus large des technologies agricoles modernes.

Sur son stand, le Groupe va encore plus loin en démontrant, en conditions quasi réelles, l'impact des technologies avancées.

Drones intelligents, intelligence artificielle et infrastructures de données de proximité s'appuient sur la puissance de la 5G pour offrir un pilotage précis et instantané des exploitations agricoles. Une vitrine qui illustre ce que sera, demain, une agriculture connectée et performante. Mais l'innovation ne s'arrête

pas aux champs. Avec sa filiale MT Cash, Maroc Telecom s'attaque aussi à un défi majeur : la digitalisation des flux financiers dans le monde agricole. Sa solution Payeur simplifie le versement des salaires, sécurise les transactions et réduit la dépendance au cash, tout en favorisant l'inclusion financière des travailleurs et des coopératives. Une avancée concrète, particulièrement stratégique dans un secteur encore dominé par l'informel.

À travers ces initiatives, Maroc Telecom s'impose comme un acteur clé de la modernisation agricole. Bien au-delà de la connectivité, le Groupe œuvre pour bâtir un écosystème où technologie, durabilité et performance convergent pour répondre aux défis alimentaires et économiques du Maroc et du continent. Opérateur de référence en Afrique, présent dans 11 pays et au service de millions d'utilisateurs, Maroc Telecom confirme sa vision : celle d'un numérique utile, inclusif et profondément ancré dans les réalités du terrain. ●

18e édition du  
Salon International  
de L'Agriculture  
au Maroc

Spécial  
SIAM



# Assureur de l'agriculture depuis 1963

À LA MAMDA, NOUS COMPRENONS LES DÉFIS POSÉS  
PAR LES RISQUES CLIMATIQUES.

Nous apportons des solutions **d'assurance** concrètes à  
**nos sociétaires agriculteurs** et à nos partenaires.

Avec **plus de 60 ans d'expertise** à vos côtés, nous mobilisons  
nos valeurs mutualistes et notre savoir-faire pour **assurer**  
**vos investissements** et vous **permettre de préparer**  
l'avenir sereinement.

التعاونية الفلاحية  
mamda

MAMDA-MCMA.MA

# Digitalisation La révolution digitale au chevet de l'élevage et de la souveraineté agricole

**À la croisée de l'innovation technologique et des enjeux agricoles, le Maroc accélère sa transformation digitale pour réinventer son modèle d'élevage. Entre élevage de précision, essor de l'AgriTech et partenariats institutionnels structurants, le Maroc esquisse les contours d'une agriculture plus intelligente, résiliente et tournée vers la souveraineté alimentaire.**



**Le Maroc s'inscrit progressivement dans la dynamique de l'agriculture 4.0.**

## Saliha Toumi

**D**ans un contexte de changement climatique, de volatilité des marchés et de rareté des précipitations, l'adaptation est devenue une urgence pour l'agriculture nationale où une mutation silencieuse mais profonde a été enclenchée : la transformation digitale. Longtemps perçu comme un secteur traditionnel, l'agriculture, et plus particulièrement l'élevage devient aujourd'hui un terrain d'innovation où données, capteurs et intelligence algorithmique redessinent les pratiques.

### **De l'agriculture 4.0 à l'élevage de précision**

Le Maroc s'inscrit progressivement dans la dynamique de l'agriculture 4.0, qui vise à remplacer les approches empiriques par des systèmes intelligents fondés sur la donnée. Cette évolution est particulièrement visible dans le domaine de l'élevage. L'élevage de précision repose sur l'utilisation de technologies telles que les capteurs connectés (suivi de la santé animale), les plateformes d'analyse de données, la traçabilité numérique et l'automatisation de l'alimentation et de la reproduction. Des solutions déjà déployées au Maroc permettent par exemple de suivre chaque bovin en temps réel, d'ana-

lyser ses performances et d'optimiser les décisions d'élevage. Résultat : amélioration de la productivité, réduction des coûts vétérinaires et meilleure qualité des produits.

Dans un contexte de flambée des prix des viandes rouges, cette approche apparaît comme un levier stratégique susceptible de réconcilier rentabilité économique et accessibilité des marchés.

### **Un écosystème AgriTech en pleine structuration**

Cette transformation ne se fait pas en vase clos. Elle s'appuie sur un écosystème AgriTech en pleine émergence, combinant startups, centres de recherche et acteurs industriels.

Le Maroc se positionne désormais comme un pionnier africain de l'agriculture intelligente, porté par l'essor des startups innovantes, l'intégration de technologies comme les drones, l'imagerie satellitaire ou l'IoT et l'attractivité croissante pour les investissements étrangers.

Des plateformes numériques permettent aujourd'hui d'optimiser l'irrigation, de réduire l'usage des intrants, d'améliorer la gestion des exploitations et de connecter les agriculteurs aux marchés.

L'AgriTech devient ainsi un levier de souveraineté alimentaire, mais aussi un vecteur d'attractivité pour les jeunes talents, en réconciliant agriculture et innovation technologique.

### **Le rôle structurant des partenariats institutionnels**

La réussite de cette transformation repose largement sur des alliances public-privé-académiques.

Plusieurs initiatives illustrent cette convergence : l'implication du ministère de l'Agriculture dans la digitalisation du secteur, avec des équipes dédiées aux solutions numériques, le rôle du groupe OCP et de l'Université Mohammed VI Polytechnique dans le développement de plateformes AgriTech et de programmes de formation, la création de centres d'excellence dédiés à l'agriculture digitale, favorisant la R&D et l'innovation et le transfert technologique. Ces partenariats permettent de structurer la recherche appliquée, former une nouvelle génération d'agriculteurs "data-driven" et assurer le passage à l'échelle des innovations. Ils traduisent une conviction forte : la transformation digitale agricole ne peut réussir sans une gouvernance collaborative et intégrée.

### **Des avancées réelles, mais des défis persistants**

Malgré ces progrès, la transition reste à plusieurs vitesses. L'adoption des technologies demeure inégale

selon : la taille des exploitations, les régions, et les capacités d'investissement. Certaines zones rurales restent encore éloignées des infrastructures numériques, tandis que de nombreux petits éleveurs peinent à accéder à ces innovations.

Le défi n'est donc plus seulement technologique, il est aussi social (inclusion des petits agriculteurs), économique (financement des équipements) et institutionnel (accompagnement et formation).

### **Vers une agriculture intelligente et résiliente**

Au croisement du digital, de la génétique animale et de la gestion durable des ressources, l'élevage marocain entre dans une nouvelle ère. Une ère où chaque donnée devient une ressource, où chaque décision peut être optimisée, et où la technologie devient un allié face aux incertitudes climatiques.

Plus qu'une modernisation, il s'agit d'un changement de paradigme : passer d'une agriculture subie à une agriculture pilotée.

Dans cette trajectoire, le Maroc ne joue pas seulement sa compétitivité agricole. Il joue aussi une ambition plus large : celle de devenir un hub africain de l'AgriTech, capable de conjuguer innovation, souveraineté alimentaire et durabilité. ●

## Nutrition animale

# Comment OCP transforme la ressource en souveraineté

**Au cœur des enjeux agricoles contemporains, le Groupe OCP déploie une vision qui dépasse largement la simple production d'engrais. À travers son pavillon au Salon International de l'Agriculture au Maroc, le Groupe met en scène une lecture intégrée des systèmes agricoles, où chaque maillon est interconnecté.**

### Jamil Manar

**L**e parcours proposé illustre comment la molécule de phosphore relie la mine aux territoires, en passant par les sols, la science, les cultures et l'alimentation animale. Cette approche repose sur une conviction forte : la production animale ne peut être pensée isolément. Elle dépend d'un enchaînement de facteurs où la qualité de l'alimentation animale est tributaire de celle des fourrages, eux-mêmes conditionnés par la fertilité des sols et la précision des apports nutritifs. À leur tour, ces apports reposent sur la science, la donnée et l'innovation industrielle, capables de transformer une ressource minérale en solutions adaptées aux besoins spécifiques des cultures.

Le pavillon du Groupe OCP propose ainsi bien plus qu'une vitrine : une démonstration. Celle d'un modèle où le phosphore devient un fil conducteur



Le stand OCP au SIAM.

structurant, un levier de performance agricole durable, de nutrition animale et de développement territorial. Nutriment essentiel à la fertilité des sols, le phosphore joue un rôle déterminant dans la croissance des plantes et la durabilité des systèmes agricoles. Mais au-delà de sa disponibilité, c'est désormais la qualité de son usage qui constitue le véritable enjeu. Face aux limites des approches standardisées de fertilisation – souvent synonymes de gaspillage et de déséquilibres – le Groupe OCP a amorcé un tournant stratégique majeur : passer d'une logique de volume à une logique de solution.

Cette transformation repose sur la fertilisation de précision, fondée sur la customisation des apports selon les spécificités des sols, des cultures et des contextes pédoclimatiques. Une approche qui permet d'optimiser les rendements tout en réduisant l'empreinte environnementale.

La contribution du Groupe OCP à l'alimentation animale s'inscrit dans cette logique globale et s'exprime à deux niveaux. D'abord de manière indirecte, à travers l'amélioration des cultures fourragères grâce à une fertilisation adaptée. Ensuite de manière directe, via des solutions de nutrition animale développées par sa filiale Speciality Products & Solutions, no-

tamment la gamme Phosfeed, conçue pour répondre aux besoins nutritionnels du bétail et améliorer les performances des élevages. À travers cette double approche, le phosphore apparaît comme un élément structurant des systèmes d'élevage, intervenant à la fois en amont et en aval de la chaîne de production.

L'ambition du Groupe OCP s'inscrit également dans une trajectoire qui cherche à concilier deux impératifs souvent opposés : accroître la production agricole et réduire son impact environnemental. Nourrir une popula-

tion croissante tout en préservant les ressources naturelles exige un changement profond des pratiques. C'est le sens des solutions développées par le Groupe : fertilisation raisonnée, optimisation des intrants, amélioration des rendements et renforcement de la résilience des systèmes agricoles.

Cette dynamique est soutenue par un ambitieux programme d'investissement visant à renforcer la durabilité du modèle industriel, notamment à travers le recours à des énergies bas carbone, une gestion optimisée de l'eau et le développement d'une économie circulaire. À cela s'ajoute l'essor du carbon farming, qui contribue à capter le carbone dans les sols tout en améliorant leur fertilité.

Au-delà de la production, le modèle du Groupe OCP génère des impacts significatifs sur les territoires et les communautés rurales. À travers des initiatives comme le programme Al Moutmir ou les actions de la Fondation OCP et de la Fondation Phosboucraa, le Groupe accompagne les agriculteurs, soutient la formation, encourage l'entrepreneuriat et contribue à structurer des écosystèmes agricoles durables.

Ainsi, produire ne se limite pas à transformer une ressource. Cela signifie aussi transmettre, former et créer de la valeur durable. Une vision où agriculture, élevage, industrie et territoires avancent de concert, portés par une même ambition : construire une souveraineté alimentaire à la fois performante et responsable. ●

### *Fondation OCP*

#### **Le partenaire de choix des communautés**

**D**epuis 2012, la Fondation OCP a accompagné plus de 1,5 million de bénéficiaires, dont près de 95 731 pour la seule année 2025, avec une forte représentation féminine atteignant 60 %. Présente dans 16 pays sur trois continents, elle joue un rôle structurant dans le développement des écosystèmes sociaux et économiques du monde rural. Cette dynamique se matérialise notamment à travers le modèle des FACI – fermes agricoles intégrées – qui incarne une approche holistique combinant production agricole, formation et entrepreneuriat. L'exploitation agricole y devient ainsi un véritable moteur de développement local. De son côté, la Fondation Phosboucraa illustre l'impact territorial de cette vision dans les régions du Sud, avec plus de 210 000 bénéficiaires en une décennie. Elle a permis la formation de 2 300 agriculteurs et éleveurs à l'agriculture digitale et accompagné la création de 803 entreprises, contribuant à structurer des filières locales et à renforcer l'autonomie économique de ces territoires. À travers ces initiatives, l'impact du Groupe OCP dépasse largement le cadre industriel. Il s'inscrit au cœur même de son modèle : produire, c'est aussi accompagner, former, structurer et créer les conditions d'opportunités durables pour les communautés. ●



Climat et eau

# LE MAROC À L'ÉPREUVE DE SA GOUVERNANCE HYDRIQUE

**Saliha Toumi**

**L**ongtemps considéré comme un pays à climat capricieux mais maîtrisable, le Maroc est aujourd'hui entré dans une nouvelle ère : celle de la rareté structurelle de l'eau. Ce basculement, accéléré par le changement climatique, impose une relecture sérieuse des politiques publiques, des modèles agricoles et des mécanismes de gouvernance.

## Une rareté désormais structurelle

Le constat est sans appel : le Maroc n'est plus simplement en situation de stress hydrique, il glisse vers une pénurie durable. En quelques décennies, la disponibilité en eau par habitant est passée de plus de 2 500 m<sup>3</sup> dans les années 1960 à moins de 600 m<sup>3</sup> aujourd'hui, bien en dessous du seuil critique de 1 000 m<sup>3</sup>.

Cette dégradation rapide s'explique par un double phénomène : une baisse structurelle des précipitations

et une hausse continue des températures.

Le pays subit ainsi un climat de plus en plus erratique, alternant longues sécheresses et épisodes extrêmes. Les experts parlent d'un « cycle climatique perturbé » qui redessine durablement la carte hydrique nationale.

À ces défis s'ajoute une contrainte géographique majeure : situé à la frontière entre influences méditerranéennes et sahariennes, le Maroc est naturel-



lement exposé à une forte variabilité pluviométrique.

### **Un modèle sous pression**

Au-delà du climat, c'est tout un modèle de développement qui est interrogé. Le capital hydrique national, estimé à environ 22 milliards de m<sup>3</sup> d'eau renouvelable par an, devient de plus en plus difficile à mobiliser. Dans le même temps les nappes phréatiques s'épuisent, les barrages enregistrent des niveaux historiquement bas (désormais bien remplis grâce à une pluviométrie exceptionnelle en 2026) et la demande explose sous l'effet de la croissance démographique et économique. L'agriculture, qui consomme à elle seule près de 80 % des ressources en eau, cristallise les tensions. Certaines cultures intensives, notamment destinées à l'export, sont accusées d'aggraver la pression sur les nappes, révélant les limites d'un modèle productiviste dans un contexte de pénurie. Résultat : la crise de l'eau n'est plus conjoncturelle, elle devient systémique, touchant à la fois l'économie, la sécurité alimentaire et la stabilité sociale.

### **D'une politique de l'offre à une gestion de la rareté**

Historiquement, le Maroc a misé sur une politique ambitieuse de l'offre, incarnée par la straté-

gie des barrages initiée par feu Hassan II dès les années 1960. Ce modèle, longtemps salué, atteint aujourd'hui ses limites face à la raréfaction des apports. La nouvelle doctrine hydrique repose désormais sur plusieurs leviers : dessalement de l'eau de mer, en forte expansion, réutilisation des eaux usées traitées, interconnexion des bassins hydrauliques et généralisation de l'irrigation goutte-à-goutte.

Mais cette transition reste incomplète. Elle traduit un passage délicat d'une logique d'abondance relative à une logique de gestion de la pénurie.

### **Gouvernance : le vrai nœud du problème**

Si les solutions techniques existent, la question centrale demeure celle de la gouvernance.

À ce niveau-là, la gestion de l'eau souffre de plusieurs fragilités :

une fragmentation institutionnelle, un manque de coordination entre secteurs (agriculture, urbanisme, tourisme, industrie), une difficulté à arbitrer entre usages concurrents.

La gouvernance hydrique suppose désormais des choix politiques clairs : faut-il privilégier l'eau potable sur l'agriculture ?

quelles cultures maintenir ou abandonner ? comment tarifier une ressource devenue rare ?

Autrement dit, la crise de l'eau est aussi une crise de décision.

### **Vers une nouvelle culture de l'eau**

Face à cette réalité, un changement de paradigme s'impose.

La gestion de l'eau ne peut plus être uniquement technique ou sectorielle. Elle doit devenir : territoriale (adaptée aux bassins hydrauliques), participative (impliquant usagers et collectivités) et anticipative (intégrant les scénarios climatiques futurs).

Des initiatives locales, comme la collecte du brouillard ou la recharge des nappes, montrent que des solutions innovantes existent. Mais elles restent encore marginales face à l'ampleur du défi.

### **L'eau, nouvelle ligne de fracture**

Au Maroc, l'eau est en train de devenir bien plus qu'une ressource : un facteur structurant des politiques publiques, des équilibres économiques et des tensions sociales.

Le pays se trouve à la croisée des chemins : continuer à adapter à la marge un modèle hérité, ou refonder en profondeur sa relation à l'eau.

Car dans un monde plus chaud et plus sec, la vraie richesse ne se mesure plus à l'aune de la capacité de produire... mais à la capacité des décideurs de savoir gérer la rareté. ●



L'économie agricole nationale repose largement sur une main-d'œuvre saisonnière essentielle aux récoltes.

## Emploi rural L'autre défi de l'économie agricole

**Entre fragilité de l'inclusion financière, raréfaction de la main-d'œuvre saisonnière et potentiel encore sous-exploité du patrimoine agri-alimentaire, l'économie rurale marocaine se trouve au milieu du gué.**

**Jamil Manar**

La question de la ruralité ne se limite plus à l'agriculture comme secteur de production. Elle est devenue un enjeu d'inclusion économique, sociale et territoriale. Entre difficultés d'accès au financement, raréfaction de la main-d'œuvre saisonnière et sous-exploitation du patrimoine agri-alimentaire, les campagnes marocaines se trouvent à la croisée des chemins : soit elles restent en marge de la croissance, soit elles deviennent un levier central de développement.

L'un des principaux freins à la modernisation de l'économie rurale reste l'accès au financement. Malgré les progrès réalisés par les institutions de microfinance et les dispositifs publics, une partie des petits agriculteurs et éleveurs demeure sous-bancarisée. L'absence de garanties formelles, la volatilité des revenus agricoles et la faible culture de l'assurance agricole limitent l'accès au crédit productif. Or, sans financement, difficile d'investir dans : l'irrigation moderne, la mécanisation, la digitalisation des exploitations, ou encore l'amélioration des intrants. Dans ce contexte, l'inclu-

sion financière ne saurait se réduire à l'ouverture de comptes bancaires. Elle suppose une ingénierie adaptée au monde rural, combinant crédit saisonnier, assurance climatique, finance digitale et accompagnement technique. Des solutions émergent, notamment via les paiements mobiles et les plateformes numériques, mais leur diffusion reste inégale entre territoires. L'économie agricole nationale repose largement sur une main-d'œuvre saisonnière essentielle aux récoltes, à l'irrigation et aux travaux d'élevage. Pourtant, cette ressource devient de plus en plus rare, instable et

coûteuse. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution : l'exode rural des jeunes vers les villes, la concurrence d'autres secteurs (BTP, services, logistique), la migration internationale et la pénibilité du travail agricole face à des revenus jugés insuffisants. Résultat : certaines filières font désormais face à une pénurie structurelle de main-d'œuvre, particulièrement lors des pics agricoles. Cette situation entraîne : une hausse des coûts de production, des retards de récolte, et parfois des pertes économiques importantes. Face à cette tension, deux voies se dessinent : l'amélioration des conditions de travail et de rémunération et l'accélération de la mécanisation et de l'automatisation des tâches agricoles. Mais la transition reste lente, car elle suppose des investissements lourds et une réorganisation profonde des modèles de production. Au-delà de multiples contraintes, l'économie rurale dispose d'un atout majeur souvent sous-valorisé : son patrimoine agri-alimentaire. Huile d'olive, dattes, produits du terroir, céréales locales, fromages artisanaux ou encore savoir-faire pastoraux constituent un capital culturel et économique considérable. Pour-

tant, une grande partie de ces produits reste cantonnée à des circuits informels ou à faible valeur ajoutée. La valorisation de ce patrimoine passe par plusieurs leviers : la labellisation et les indications géographiques, la structuration de chaînes de valeur locales, l'amélioration de la transformation agroalimentaire et le développement du marketing territorial. Certaines initiatives montrent déjà la voie, en reliant produits du terroir et tourisme rural, ou en intégrant les coopératives dans des circuits de distribution modernes. Mais le potentiel reste largement sous-exploité.

### Vers une économie rurale inclusive et connectée

L'avenir de l'économie rurale dépend de sa capacité à articuler trois dimensions essentielles : financer les acteurs pour moderniser la production, employer de manière durable et attractive dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre, valoriser les richesses locales pour créer de la valeur ajoutée sur les territoires. Cette transformation nécessite une vision intégrée, où les politiques agricoles ne sont plus conçues en déconnexion des politiques sociales, financières et industrielles.

### Du rural subi au rural stratégique

L'économie rurale ne doit plus être envisagée comme un secteur périphérique. Elle devient un territoire stratégique de souveraineté économique et sociale. Mais pour jouer pleinement ce rôle, elle doit réussir sa transition : passer d'un modèle de subsistance à un modèle d'inclusion, d'innovation et de valorisation. L'objectif décisif étant de faire du monde rural non pas un espace à soutenir, mais un espace capable de créer durablement de la richesse et de l'opportunité. ●

## Agriculture

# LE MODÈLE PORTUGAIS

**Au Salon International de l'Agriculture au Maroc 2026, le Portugal expose une agriculture de résilience et d'innovation.**

**Rachid Wahbi**

Invité d'honneur du Salon International de l'Agriculture au Maroc 2026, le Portugal n'arrive pas à Meknès en simple partenaire européen. Il s'impose comme un laboratoire grandeur nature d'une agriculture méditerranéenne confrontée, comme le Maroc, à la rareté de l'eau, aux dérèglements climatiques et à l'impératif de produire mieux avec moins.

Derrière ce choix, il y a plus qu'un symbole : une convergence stratégique entre deux modèles agricoles qui cherchent à concilier souveraineté alimentaire, durabilité et compétitivité. Au Portugal, l'agriculture ne pèse qu'une part limitée de l'économie - autour de 2 à 3 % du PIB - mais son rôle territorial, social et environnemental reste déterminant.

Or, le pays a progressivement tourné la page d'une agriculture extensive peu productive pour s'orienter vers des filières à forte valeur ajoutée, souvent tournées vers l'export.

À première vue, le Portugal ne coche aucune des cases classiques de la puissance agricole. Territoire limité, ressources hydriques sous pression, tissu agricole fragmenté. Et pourtant, à un



**Le Portugal a progressivement tourné la page d'une agriculture extensive peu productive pour s'orienter vers des filières à forte valeur ajoutée.**

moment où l'agriculture mondiale est confrontée à de multiples défis, ce petit pays ibérique s'invite au centre du jeu.

Sa présence en tant qu'invité d'honneur du SIAM consacre un modèle discret mais redoutablement efficace: celui d'une agriculture de résilience.

Le Portugal n'a jamais eu le luxe de l'abondance. Ni en terres, ni en eau. Alors il a fait un choix radical : transformer ses limites en leviers.

Irrigation de précision, gestion fine des ressources hydriques, sélection variétale adaptée au stress climatique... Là où d'autres subissent, le Portugal anticipe. Là où certains compensent, il optimise. Dans un bassin méditerranéen de plus en plus aride, cette approche n'est plus un luxe, c'est une condition de survie.

### **Moins de volume, plus de valeur**

Plutôt que de courir après les volumes, le Portugal a changé de logique. Son agriculture s'est repositionnée sur la qualité, la tra-

çabilité et l'export à forte valeur ajoutée.

Huile d'olive premium, vins d'exception, fruits et légumes calibrés pour les marchés européens : le pays a compris très tôt que la compétitivité ne se joue plus uniquement à l'hectare, mais au positionnement.

Ce virage stratégique lui permet aujourd'hui de peser bien au-delà de sa taille réelle.

### **L'innovation comme culture**

L'autre transformation est tout aussi discrète mais décisive : la modernisation des pratiques.

Digitalisation des exploitations, agriculture de précision, montée en puissance de l'agritech... Le Portugal s'est donné les moyens de ses ambitions. Non pas en rupture avec ses traditions, mais en les augmentant. Résultat : une agriculture hybride, où le savoir-faire ancestral cohabite avec la donnée, les capteurs et l'optimisation en temps réel.

### **Un miroir pour le Maroc**

Si le Portugal est à l'honneur à Meknès, c'est aussi parce que le miroir est troublant. Même climat capricieux, même pression sur l'eau, mêmes défis de productivité et de durabilité. À bien des égards, les deux pays jouent la même partition avec des instruments différents. Le SIAM devient alors plus qu'un salon : un espace de convergence, où se dessinent des réponses communes à des crises partagées. Le Portugal n'est pas une puissance agricole.

Mais il incarne peut-être quelque chose de plus précieux : une lucidité. Celle de comprendre que l'agriculture du XXIe siècle ne sera ni expansive, ni insouciant. Elle sera contrainte, technologique et stratégiquement pensée. À Meknès, le Portugal ne vient pas donner des leçons. Il vient rappeler une évidence que beaucoup préfèrent encore ignorer: dans un monde qui manque terriblement d'eau, l'avenir appartient à ceux qui savent compter chaque goutte. ●



CREDIT  
AGRICOLE  
DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

## PARTENAIRE OFFICIEL DU SIAM



Au Crédit Agricole du Maroc, nous accompagnons le développement du secteur agricole national et soutenons les filières animales, en tant que l'un des piliers essentiels de notre sécurité alimentaire.

À travers des solutions de financement adaptées, nous nous engageons aux côtés de l'ensemble des acteurs, à chaque étape de la chaîne de valeur, afin de renforcer la durabilité de la production de la valorisation et de la distribution afin de consolider la sécurité alimentaire de notre pays.



SALON INTERNATIONAL DE  
L'AGRICULTURE AU MAROC